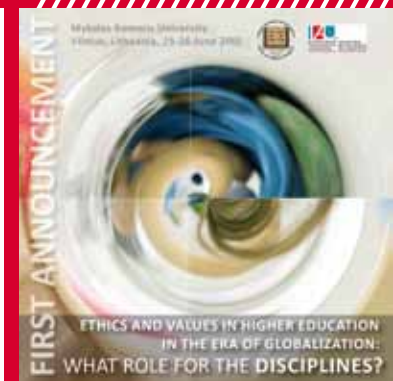


Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des

thématiques communes. L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour la création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.



ACTIVITÉS

- Enseignement supérieur, éthique et valeurs : l'AIU se réunit à Vilnius en juin
- Privatisation : Prix AIU/Palgrave de l'essai 2010
- ISAS : nouveau service de l'AIU
- Programme LEADHER pour Haïti

DOSSIER THÉMATIQUE

L'enseignement supérieur et la crise économique globale

SOMMAIRE

1 ACTIVITÉS DE L'AIU

- 1 CONFERENCE INTERNATIONALE DE L'AIU 2010 – *Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie, 24-26 juin 2010*
- 2 L'AIU et l'internationalisation
- 4 L'AIU et l'EPT
- 4 HEDBIB
- 5 Edition spéciale Programme LEADHER pour Haïti
- 6 Projets
- 8 Prix AIU / Palgrave de l'essai 2010 : appel à contributions

9 L'AIU – COLLABORATION ET RESEAUTAGE

11 NOUVELLES DES MEMBRES

12 DOSSIER THEMATIQUE : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA CRISE ECONOMIQUE GLOBALE

- 12 Enseignement supérieur et crise économique mondiale, *par N.V. Varghese, IIEP, France*
- 13 Comment la crise mondiale a-t-elle affecté l'enseignement supérieur au Brésil ? *par Naomar Almeida-Filho, Brésil*
- 14 Universités du Royaume-Uni : Répondre à la crise économique mondiale, *par William Lawton, Royaume-Uni*
- 16 La crise financière offre des opportunités pour l'innovation et la réforme de l'enseignement supérieur, *par Roberta Malee Bassett, Etats-Unis d'Amérique*
- 18 Enseignement supérieur et crise financière mondiale : le cas de l'Université du Ghana, *Legon, par Clifford Nii Boi Tagoe, Ghana*
- 20 L'impact de la récession économique mondiale sur la diversité aux Etats-Unis, *par Gailda Davis, Etats-Unis d'Amérique*
- 21 La crise économique globale : Education International s'exprime, *par Monique Fouilloux, Belgique*
- 22 Le Manifeste pour des finances qui sont au service du bien commun de l'Observatoire de la Finance, *par Paul H. Dembinski, Suisse*

24 NOUVELLES PUBLICATIONS

28 CALENDRIER DES REUNIONS

Les opinions exprimées dans les articles de **AIU Horizons** sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des universités.

ÉDITORIAL

LA PORTÉE ACTUELLE OU FUTURE DE L'IMPACT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,

et donc sur les étudiants, le corps enseignant et le personnel administratif, dépend d'une variété de facteurs, plus particulièrement liés aux différentes façons dont les établissements et les systèmes d'enseignement supérieur sont généralement financés. Qu'il s'agisse d'établissements publics, privés ou d'un mélange des deux, dans la plupart des régions du monde, ces facteurs comprennent notamment :

- l'importance accordée à l'enseignement supérieur dans le plan de «sauvetage» des gouvernements et évaluer s'il peut être considéré comme un investissement d'avenir ;
- quelle proportion/part du financement global représente les frais d'inscription et quels programmes de prêts/bourses sont disponibles pour les étudiants, considérant que les revenus des familles pourraient baisser et le sentiment de sécurité s'en trouver ébranlé ?
- quelle part du financement total est générée par les fonds de dotation et la philanthropie, considérant que les taux d'intérêt et la donation pourraient diminuer ?
- les tendances générales liées à l'inscription dans des systèmes qui proposent un financement public destiné aux étudiants.

Comme vous pourrez le lire dans le Dossier thématique, l'impact a varié, souvent de façon surprenante ; quelques histoires positives font état de l'amélioration des opportunités relatives au recrutement du corps enseignant, de la hausse constante des inscriptions et du maintien du soutien public en général, mais pas systématiquement, dans le cadre d'un effort d'investissement futur de la part des gouvernements et des familles.

Toutefois, il est fort possible que seul le temps pourra déterminer les répercussions durables de la crise. Par exemple, en matière de financement public, il sera important d'observer avec attention l'équilibre entre l'investissement réalisé dans la recherche et l'éducation dans les années à venir car rester ou devenir compétitif compte peut-être davantage qu'offrir un accès à l'enseignement supérieur aux groupes sous-représentés qui pourraient en réalité nécessiter un financement supplémentaire. Les établissements étant forcés de faire plus avec moins, dans quels domaines réaliseront-ils des économies ? Mettront-ils l'accent sur la flexibilité en recrutant des enseignants ou du personnel temporaire ou à court terme ? Maintiendront-ils des programmes ou des filières qui pourraient ne pas être considérés comme prioritaires ou dont la demande diminue, la préoccupation actuelle des étudiants étant de s'assurer de trouver un emploi.

Il est assez en vogue de soutenir l'idée qu'une crise peut également être une source d'opportunités. Beaucoup l'ont fait ces derniers mois. Le temps viendra peut-être confirmer cette réalité mais nous devons faire preuve de vigilance en ce qui concerne un certain nombre de questions et de tendances. Même si les universités ou les décideurs gouvernementaux souhaitent considérer la crise comme une opportunité de procéder à une restructuration ou à des réformes fondamentales, les conditions actuelles, propices à la réduction des coûts et à la recherche accrue d'efficacité pour répondre aux coupes budgétaires, produiront-elles le type d'énergie créative permettant de trouver de futures voies innovantes ? Le caractère inévitable de la concurrence pour des ressources de plus en plus limitées entraînera-t-il l'élaboration de stratégies gagnant-gagnant ? La solidité du système des valeurs académiques s'effritera-t-elle ? Ces questions pourraient être des questions à un million de dollars, bien qu'un million de dollars représente bien moins d'argent aujourd'hui que par le passé. L'AIU continuera bien sûr d'observer les tendances qui pourraient apporter certaines réponses à ces questions ou en soulever d'autres.

Comme il est souligné dans ce numéro de AIU Horizons, la Conférence internationale 2010 de l'AIU sur *L'Éthique et les valeurs dans l'enseignement supérieur à l'ère de la mondialisation*, organisée à l'Université Mykolas Romeris, peut offrir une opportunité de débattre de ces nouveaux défis. Le Prix AIU/Palgrave 2010 pour un article de recherche porte sur la privatisation du secteur de l'enseignement supérieur public. L'AIU s'efforcera également d'offrir à ses Membres plus de valeur ajoutée en fournissant des services tels que le service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS), également présenté dans ce numéro. Enfin, l'AIU ajoutera sa modeste contribution à la vague de solidarité pour Haïti en invitant ses Membres à soumettre des propositions pour un Programme LEADHER spécial axé exclusivement sur Haïti.

Eva Egron-Polak
Secrétaire générale de l'AIU

Photo de couverture: © Dreamstime.com / Karenr

Frise:

Photo de gauche: Carte de vœux de l'Observatoire de la Finance, © Observatoire de la Finance, Suisse / Jean-Paul Bovée

Centre: Visuel – Annonce pour la Conférence Internationale de l'AIU, Université Mykolas Romeris, Lituanie

Droite: Suites du tremblement de terre, Haïti, janvier 2010

NOUVELLES ET ACTIVITÉS DE L'AIU

Conférence internationale 2010 de l'AIU : Ethique et valeurs dans l'enseignement supérieur à l'ère de la mondialisation – Rôle des différentes disciplines

Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie, 24-26 juin 2010

Depuis plusieurs années, l'une des tendances dominantes dans l'enseignement supérieur a été de mettre l'emphase sur la recherche scientifique et l'innovation pour la compétitivité économique. La crainte que les disciplines des sciences humaines et sociales reçoivent une moindre reconnaissance et soient moins subventionnées a, jusqu'à un certain point, été dissipée par la reconnaissance de l'impact des découvertes scientifiques sur la société, et les frontières de l'éthique ont souvent poussé l'humanité aux confins de terrains inexplorés, où seuls nos systèmes de valeurs divers ont fait office de cadre. De plus, l'acceptation croissante du fait que les savoirs comportementaux tels que l'habileté à communiquer, à comprendre les autres, à bien travailler en équipe par delà les disciplines et les cultures sont des résultats d'apprentissage essentiels pour tous les diplômés qui fournissent une justification supplémentaire au rôle important de l'enseignement et de la recherche en Sciences sociales.

Dans un monde toujours plus mondialisé où les systèmes de valeurs, les visions du monde et même la compréhension de l'Histoire sont différents, il revient à chaque discipline académique de préparer des citoyens du monde réfléchis et responsables. L'enseignement supérieur est souvent envisagé comme un tout, donnant ainsi une image d'unité et d'homogénéité. Cette idée est cependant défiée par l'existence de cultures et pratiques disciplinaires fortes qui au contraire sont souvent vues comme isolées et qui appellent au contraire à une coopération davantage multi ou interdisciplinaire.

L'AIU propose ainsi de focaliser sa conférence internationale 2010 sur ces vastes questions et en particulier questionnera quelles sont les valeurs que l'enseignement supérieur aujourd'hui promeut ou devrait promouvoir. Le rôle que les disciplines devraient jouer sera débattu spécialement aujourd'hui alors que les sociétés globalisées sont défiées par des valeurs qui sont à revoir à la lumière de la crise économique globale.

Les débats seront entre autres animés par les conférenciers suivants : **Abdul Razak Dzulkifli**, *Vice-chancelier, Université Sains Malaysia, Malaisie*, **Jamil Salmi**, *Spécialiste de l'enseignement supérieur, Banque mondiale*, **Goolam Mohamedbhai**, *Secrétaire-général, Association des universités africaines*, **Margaret Somerville**, *Directrice fondatrice, Centre McGill de médecine, éthique et droit, Canada*, **Sjur Bergan**, *Responsable, Département Enseignement supérieur et Enseignement de l'histoire, Conseil de l'Europe*, **Gudmund**

Hernes, *Président, Conseil International des Sciences sociales (ISSC)* et avec la participation de chefs d'établissements, d'universitaires et de chercheurs de toutes les disciplines de partout autour du monde.

L'objectif est de comparer, contraster et plus important encore, de trouver des similitudes et des passerelles entre les diverses disciplines, et ce afin d'identifier les problématiques et défis communs.

Thèmes

Ethique et valeurs: les défis spécifiques et communs au Sciences sociales, aux Sciences humaines, aux Sciences de la vie et à la Technologie.

- Les valeurs de l'enseignement supérieur à travers les époques et les cultures
- Les valeurs et l'université « moderne »
- Améliorer l'accessibilité à l'enseignement dans un monde compétitif
- Menaces contre la liberté académique et l'autonomie institutionnelle
- Les dimensions éthiques du recrutement des étudiants internationaux et de la coopération internationale en matière de recherche

Sauvegarder les valeurs et l'éthique dans l'enseignement supérieur : une responsabilité partagée

- La salle de classe de l'enseignement supérieur en pleine évolution
- Réseaux interdisciplinaires, résultats d'apprentissage, approches de l'apprentissage par la résolution de problèmes

Table ronde : Vers la mise en place d'un code d'éthique interdisciplinaire et mondial pour l'enseignement supérieur

Session spéciale: **Le classement des universités revu ; l'émergence de méthodes d'évaluation alternatives**

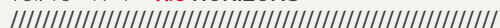


➡ ENREGISTREZ-VOUS EN LIGNE À :

<http://iauconference.home.mruni.eu/registrations/?lang=FR>

Le site Internet de la conférence est disponible à :

www.iau-aiu.net/conferences/Vilnius2010/fre/index.html



DATES À RETENIR

2010

24-26 juin : Conférence internationale de l'AIU 2010 sur *L'éthique et les valeurs dans l'enseignement supérieur à l'ère de la mondialisation : Rôle des différentes disciplines?*

Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie

2011

11-12 avril : 4^e réunion mondiale des Associations de l'AIU sur *L'internationalisation de l'enseignement supérieur: nouveaux acteurs, nouvelles approches*

Organisé conjointement avec l'Association des Universités indiennes (AIU) et le Indian Institute of Information Technologies (IIIT), New Delhi, Inde

2011

17-18 novembre : Conférence internationale AIU 2011 sur : *Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur*

Université Kenyatta, Nairobi, Kenya

2012

12-18 novembre : 14^e Conférence générale de l'AIU

Université Interaméricaine, San Juan, Porto-Rico

➔ VOUS SOUHAITER PORTER VOS ACTIVITÉS ET PUBLICATIONS À L'ATTENTION DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

Annoncez vos programmes et projets dans AIU Horizons et améliorez votre visibilité au sein de la communauté internationale de l'enseignement supérieur.

Pour plus d'information sur les offres publicitaires, merci de contacter Ross Hudson, Chargé de programmes à l'AIU : r.hudson@iau-aiu.net

CONFÉRENCES SPONSORISÉES PAR L'AIU

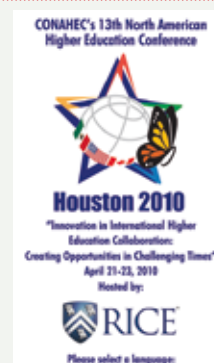
2010

21-23 avril : *Innovation in International Higher Education Collaboration: Creating Opportunities in Challenging Times – CONAHEC's 13th North American Higher Education Conference*

Houston, Rice University

www.conahec.org/conahec/

Conferences/Houston2010/index.html



2010

27-29 septembre : *International Congress on Higher Education: "The social and ethical commitment of universities: International and regional perspectives and challenges"*

Universidad del Salvador, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Argentine

congreso@salvador.edu.ar – www.salvador.edu.ar/congreso/



2010

20-24 octobre : *World Universities Congress on: What should be the new aims and responsibilities of universities within the framework of global issues?*

Çanakkale Onsekiz Mart University, Çanakkale, Turquie

www.comu.edu.tr/english/

3^E ENQUÊTE MONDIALE DE L'AIU SUR L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'analyse des résultats de la 3^e Enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur est en cours.

Le rapport comprendra, parmi plusieurs autres aspects, un commentaire d'experts sur les résultats régionaux de l'enquête, rédigé notamment par les membres du Groupe de travail de l'AIU sur l'internationalisation.

Les résultats de l'enquête 2009 qui seront publiés cette année seront également comparés le cas échéant aux résultats des deux autres enquêtes mondiales de l'AIU sur l'internationalisation (2003 et 2005), ce qui permettra à l'AIU d'analyser la manière dont les processus et les priorités en matière d'internationalisation évoluent au fil des années.

Pour plus d'informations sur l'enquête mondiale, ou sur tout autre aspect du travail de l'AIU dans le domaine de l'internationalisation, veuillez contacter **M. Ross Hudson**, Chargé de Programmes à l'AIU, à l'adresse suivante r.hudson@iau-aiu.net

NOUVEAU SERVICE DE L'AIU : SERVICE DE CONSEIL EN MATIÈRE DE STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION (ISAS)

Les établissements d'enseignement supérieur à travers le monde considèrent que l'internationalisation ne peut plus être perçue comme secondaire dans le processus global de planification stratégique ou de développement de politiques.



L'internationalisation est une donnée centrale dans la définition même d'un établissement de qualité et revêt une importance considérable pour les Membres de l'AIU.

Dans la mesure où les Membres de l'AIU cherchent à améliorer la préparation de leurs étudiants à un monde plus globalisé, à offrir au corps enseignant et au personnel académique de nouvelles opportunités en termes de mobilité, à reconsidérer leur curriculum pour une meilleure internationalisation «sur place», à renforcer leurs alliances de recherche stratégique ou à augmenter leur visibilité pour attirer davantage d'échanges ou d'étudiants internationaux, ces derniers demandent à l'AIU de les aider dans ces initiatives importantes de façon à pouvoir bénéficier des meilleures réflexions et pratiques développées par des établissements dans le monde entier.

Pour répondre à ce besoin, l'AIU lance un nouveau service de conseil (ISAS) destiné à la planification et au développement des établissements en matière d'internationalisation.

L'ISAS est destiné à tout établissement d'enseignement supérieur impliqué dans l'internationalisation souhaitant développer, évaluer ou améliorer sa politique et son plan d'internationalisation. C'est avec un panel international d'experts que l'AIU travaillera avec le leadership et les équipes proposées par les établissements afin de les accompagner dans leur réflexion et efforts visant à améliorer leurs stratégies d'internationalisation.

S'appuyant sur un vaste réseau de contacts, l'AIU fera appel à des experts du monde entier qui seront invités à faire partager leur savoir et expertise. Ces experts internationaux seront sollicités lors de la constitution des groupes d'experts qui travailleront avec l'AIU dans le cadre de ce service de conseil.

Pour plus d'information sur ISAS merci de visiter le site Internet de l'AIU ou de contacter **Ross Hudson**, Chargé de programmes à l'AIU :

r.hudson@iau-aiu.net

Si vous souhaitez vous inscrire comme **expert en internationalisation**, merci de soumettre un formulaire dûment rempli à :

www.iau-aiu.net/internationalization/pdf/form.pdf

L'UNIVERSITE HOKKAIDO ET L'AIU – EVALUATION COLLABORATIVE DE LA STRATEGIE D'INTERNATIONALISATION

Comme il avait été mentionné dans le précédent numéro de AIU Horizons, l'AIU et l'Université de Hokkaido, Membre de l'AIU au Japon, ont récemment collaboré dans l'évaluation des stratégies et des processus d'internationalisation de l'Université d'Hokkaido.

Sous la direction d'un Groupe d'experts de l'internationalisation, l'Université d'Hokkaido a procédé à une auto-évaluation détaillée des activités spécifiques qu'elle entreprend en matière d'internationalisation. Le rapport qui en découle, préparé par l'Université de Hokkaido, a servi de document de base et de principale ressource pour la visite in situ du Groupe d'experts à la mi-janvier 2010.

Cette visite de trois jours, gracieusement organisée par le Président de l'Université d'Hokkaido, le Dr Hiroshi Saeki, a permis aux Membres du Groupe de rencontrer de nombreuses parties prenantes – Vice-présidents, doyens, enseignants, directeurs de département, membres du personnel, étudiants -, d'examiner les résultats du rapport d'auto-évaluation, d'aborder les objectifs actuels et futurs de l'Université d'Hokkaido en matière d'internationalisation et de fournir une analyse détaillée des activités et des processus d'internationalisation entrepris par l'université.

Les Membres du Groupe soumettront le rapport final à l'Université d'Hokkaido fin mars 2010. Conformément aux demandes de l'université, ce rapport proposera des recommandations et des conseils concrets pour guider l'université dans ses futurs efforts d'internationalisation, en fonction des projets à moyen et à long terme de l'établissement.

L'AIU souhaiterait saisir cette opportunité pour remercier l'Université d'Hokkaido pour ce projet stimulant et très intéressant. L'AIU s'appuiera sur la réussite de cette initiative pour collaborer avec d'autres EES dans le cadre de son nouveau **Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)**

www.iau-aiu.net/internationalization/pdf/ISAS.pdf



Membres de HU et le panel d'experts de l'AIU.



RENFORCER LES LIENS POUR UNE EDUCATION DE QUALITE : L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'EPT ET DES OMD LIES A L'EDUCATION – DERNIERS DEVELOPPEMENTS



 www.heefa.net

Le Portail de l'AIU sur l'Enseignement supérieur/Recherche et l'Education pour Tous (EPT) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), connu sous le sigle HEEFA, est désormais disponible en version bilingue anglais/français. Ouvert à tous, HEEFA a pour objet de diffuser des informations sur le travail effectué par les établissements d'enseignement supérieur dans les domaines liés à l'éducation pour tous.

Les rubriques disponibles

Le Portail HEEFA comprend :

- Une **base de données de projets** pour partager et apprendre à connaître les initiatives entreprises dans les domaines liés à l'EPT (sciences de l'éducation, formation des enseignants, qualité de l'enseignement, études de genre, campagnes de sensibilisation, renforcement des capacités, enseignement à distance, résultats d'apprentissage, alphabétisation, etc.).
- Une **base de données d'experts** pour savoir qui est impliqué, comment et où, et développer une communauté d'universitaires qui mènent des travaux de recherche, instruisent et/ou sont engagés dans des services de soutien.
- Une **lettre d'information** pour faire connaître les projets innovants, les experts impliqués, les événements à venir et d'autres informations sur les connexions entre l'enseignement supérieur et l'EPT et les OMD qui y sont liés.
- Un **Forum** devrait être mis en ligne prochainement.

La consultation du portail HEEFA est ouverte à toutes les parties intéressées ; les contributions sont attendues.

Pourquoi contribuer ?

HEEFA est un portail collaboratif où toutes les informations contenues dans les bases de données proviennent de fournisseurs de données externes (c'est-à-dire VOUS). Aidez-nous à développer le portail en entrant votre profil et vos initiatives. Plus vous serez nombreux, plus vous pourrez bénéficier d'un outil fiable et complet. Plus l'outil deviendra fiable et complet, plus il rendra compte précisément du niveau d'implication de l'enseignement supérieur dans l'EPT et les OMD liés à l'éducation.

Vous trouverez sur le portail des informations indiquant comment contribuer.

Qui peut contribuer ?

Les **experts** sont invités à entrer leur profil et leurs initiatives. Ils doivent être affiliés à un établissement d'enseignement supérieur et doivent avoir travaillé ou être en train de travailler sur des domaines couverts par le portail.

Les **fournisseurs de données** sont invités à entrer leurs initiatives. Ils ne doivent pas appartenir à un établissement d'enseignement supérieur ni être experts dans le domaine mais ils doivent connaître tous les détails d'une initiative spécifique pour pouvoir remplir le formulaire.

Les **participants au forum** peuvent contribuer aux discussions qui seront lancées sous peu. Cette catégorie est ouverte à toutes les parties intéressées.

Contact : **Isabelle Turmaine** (i.turmaine@iau-aiu.net)

HEDBIB FAIT PEAU NEUVE !



HEDBIB, la *Base de données bibliographiques mondiale sur l'enseignement supérieur*, compilée et gérée par l'AIU, a été redéveloppée et améliorée. La nouvelle version sera lancée le 1^{er} avril.

La nouvelle version de HEDBIB sera désormais disponible sur www.iau-aiu.net pour un accès plus direct à l'information et une meilleure visibilité de la base de données.

La base de données peut être désormais consultée dans son intégralité et les données peuvent être extraites et imprimées plus facilement. Le nouvel outil permet des recherches de base et des recherches avancées (recherche multicritères) ; l'historique des recherches précédentes ; les différents formats d'extraction/ impression.

Des services supplémentaires sont proposés aux Membres de l'AIU, tels que l'accès aux résumés ; des formats d'extraction/ impression supplémentaires ; et la possibilité de recevoir directement par email des bibliographies sur des sujets spécifiques.

HEDBIB est une base de données unique comprenant plus de 34 000 références sur les réformes de l'enseignement supérieur partout dans le monde. Reflétant la portée du travail de l'AIU, HEDBIB est une base de données collaborative comprenant des références du Centre d'information AIU/UNESCO, du siège de l'UNESCO à Paris, du Centre européen de l'UNESCO pour

l'enseignement supérieur (CEPES), de l'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIEP), de l'Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC) et l'American Council on Education (ACE). Nous chercherons davantage de partenaires dans un futur proche.

Si vous avez des commentaires sur la nouvelle version de la base de données HEDBIB, veuillez les envoyer à **Amanda Sudic**, bibliothécaire/documentaliste de l'AIU, à l'adresse suivante : a.sudic@iau-aiu.net

Edition spéciale Haïti du programme LEADHER de l'AIU : Contribuer aux efforts de reconstruction à long terme du secteur de l'enseignement supérieur haïtien APPEL À CANDIDATURE



Le Programme LEADHER de l'AIU crée des opportunités de partenariats d'apprentissage et de collaboration entre les établissements Membres de l'AIU, en puisant dans la richesse et la diversité des expériences en matière de réforme institutionnelle partout autour du monde. Depuis sa phase pilote, lancée en mai 2007, plusieurs concours ont été organisés et 35 Membres de l'AIU ont obtenu des bourses leur permettant de travailler en collaboration dans différents domaines de la réforme initiée dans leurs établissements.

Le concours de l'automne 2009 a pris fin à la mi-janvier et l'AIU a reçu plusieurs projets intéressants. Les deux propositions suivantes ont été sélectionnées par le Comité de sélection de pairs pour obtenir un financement :

- L'Université de Baath (Syrie) et l'ENSAM (France) développeront des activités axées sur la génération de revenus, la diversification des sources de financement et la responsabilité financière ; l'application des mesures internes d'assurance qualité ; l'internationalisation, la mise en place d'activités transfrontalières et internationales.
- Un partenariat impliquant l'Université du Manitoba (Canada) et l'Université du Ghana sera axé sur le recrutement et le développement professionnel de membres du corps enseignant et du personnel (politique et gestion des ressources humaines) ; accès aux étudiants et politiques d'équité ; services de soutien, services à la communauté et services de vulgarisation.



Un bâtiment d'Haïti après le tremblement de terre de janvier.

L'AIU s'engage pleinement à contribuer de façon constructive à l'effort de reconstruction du secteur de l'enseignement supérieur haïtien. Il s'agira d'un effort à long terme nécessitant la coordination et la collaboration des capacités de nombreuses organisations et agences, suivant la direction définie par les parties prenantes de l'enseignement supérieur haïtien. C'est pourquoi l'AIU participera activement aux Assises internationales organisée à l'Université de Montréal par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) en mai. Cette réunion cherchera à développer un plan d'action coordonné dans le cadre des efforts de reconstruction à long terme.

Parallèlement, le Secrétariat de l'AIU a décidé d'ouvrir un **concours spécial du programme LEADHER destiné exclusivement aux projets qui soutiendront le secteur de l'enseignement supérieur haïtien.** L'Association souhaite permettre à ses Membres de créer et d'entreprendre des projets et des initiatives de collaboration susceptibles de jeter les bases de futurs partenariats de reconstruction à plus long terme.

Vous pouvez obtenir davantage d'informations à l'adresse suivante : www.iau-aiu.net et la date limite de soumission pour les candidatures est fixée au **21 mai 2010.**

Contact : **Isabelle Devylder**, Chargée de Programmes à l'AIU, à l'adresse suivante : i.devylder@iau-aiu.net

PROJETS SPÉCIAUX

LE CHANGEMENT DE NATURE DES PROGRAMMES DOCTORAUX EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE



L'AIU a lancé un nouveau projet visant à examiner **le Changement de nature des programmes doctoraux en Afrique**

subsaharienne. Le projet, modeste en envergure, s'inscrit dans le cadre du Fonds d'innovation ouvert grâce à la subvention allouée à l'AIU par Sida/SAREC. Le Projet a été développé par le Secrétariat de l'AIU avec la collaboration active du groupe de travail composé de Membres du Conseil d'administration de l'Association et d'autres experts.

Dans un contexte de mondialisation et d'internationalisation, et considérant l'évolution constante du paysage de l'enseignement supérieur, l'objectif de ce projet est d'identifier les défis, les difficultés et les solutions testées dans différents établissements. Le projet vise également à offrir une nouvelle opportunité de réseautage dynamique à un petit nombre d'établissements d'enseignement supérieur pour faciliter l'élaboration conjointe d'approches et de réponses comparatives aux défis qu'ils rencontrent individuellement. L'étude examinera les programmes dans plusieurs domaines scientifiques : les sciences de la vie, les sciences appliquées, les sciences sociales et, autant que possible, les sciences humaines.

Les résultats de ce projet seront dans un premier temps disponibles aux établissements d'enseignement supérieur participants Membres de l'AIU (5 au total) et seront ensuite diffusés à la communauté de l'enseignement supérieur au sens large. Les résultats de cette étude comprendront notamment les rapports institutionnels ainsi qu'un rapport comparatif analytique basé sur la collecte et l'analyse de données.

Les institutions participantes sont

Université Ilorin, Nigeria
Université Kenyatta, Kenya
Université nationale du Rwanda, Rwanda
Université Gaston Berger de St. Louis, Sénégal

Les membres de groupe de travail sont :

Président :

Is-Haq OLOYEDE, *Vice-chancelier, Université d'Ilorin, Nigeria*



Etudes doctorales en Afrique sub-saharienne.

Membres :

Patricia POL, *Vice-présidente, Université Paris Est – Marne la Vallée, France*

Piyushi KOTECHA, *PDG, Southern African Regional Universities Association (SARUA), Afrique du Sud*

Gilles BRETON, *Vice-président académique associé (International), Directeur du bureau des relations internationales, Université d'Ottawa, Canada*

Wisdom TETTEY, *Professeur, Faculté de Communication et de Culture, Université de Calgary, Canada*

Phyllis FREEMAN, *Professeur Émérite, Université du Massachusetts, États-Unis d'Amérique*

Aoubacar BARRO, *Sociologue, Sénégal*

Consultant:

Ddembe WILLIAMS, *Consultant senior/ Directeur général, Precision Innovation Systems Ltd, Ouganda*

Coordonnatrice AIU:

Hilligje VAN'T LAND, *Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU, Paris (h.vantland@iau-aiu.net)*



DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES EES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE – UN PROJET DÉVELOPPÉ PAR GUNI, AIU ET AUA

Le **GUNI**, l'**AIU** et l'**AUA** ont initié un projet intitulé



Le développement durable dans les établissements supérieurs en Afrique subsaharienne, financé en partie par l'Agence espagnole de coopération internationale (**AECID**).

Les universités subsahariennes jouent un rôle essentiel dans les stratégies visant à améliorer le développement durable en Afrique. Il n'existe pourtant que très peu d'études et de données disponibles sur le rôle et les pratiques que les universités et autres établissements d'enseignement supérieur (EES) ont adoptés ou peuvent développer en vue de promouvoir et contribuer au développement durable de la région.

Les principaux objectifs du projet sont de :

- 1. Dresser une synthèse des actions clés**, expériences et pratiques actuellement développées par les EES subsahariens pour intégrer dans leurs activités les considérations liées au développement durable et promouvoir la durabilité en Afrique.
- 2. Identifier les tendances émergentes et les lignes d'action prioritaires** pour l'intégration du développement durable dans le travail des EES d'Afrique subsaharienne en vue de les aider à développer de nouveaux plans d'action stratégiques.
- 3. Sensibiliser l'opinion publique sur l'importance du rôle des EES** dans la promotion du développement durable dans la région.

Le questionnaire de l'enquête a été développé pour compiler les données requises pour l'analyse des différents objectifs listés ci-dessus. Il sera envoyé à toutes les universités et autres EES des pays d'Afrique subsaharienne, prenant en compte les différentes langues (français, portugais et anglais). Les résultats du projet seront présentés par le GUNI, l'AIU et l'AUA dans leurs outils de communication et soumis officiellement lors de la **5^e Conférence internationale de Barcelone sur l'enseignement supérieur**, organisée par le GUNI à l'Universitat Politècnica de Catalunya, Barcelone, du 23 au 26 novembre 2010. Ils seront publiés dans le *4^e Rapport sur l'enseignement supérieur dans le monde*. Site Internet : www.iau-aiu.net/sd/sd_project.html.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le **Dr H. van't Land**, Directrice, Adhésion et développement des programmes : (h.vantland@iau-aiu.net).

ACCES EQUITABLE ET SUCCES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – L'AIU PASSE DE LA DECLARATION DE PRINCIPES A L'ACTION

En 2008, le Groupe de travail international d'experts de l'AIU a terminé son travail sur une Déclaration de principes intitulée **Accès équitable, Succès et Qualité dans l'enseignement supérieur**, qui a désormais été signée et approuvée par un grand nombre d'associations d'universités à travers le monde. La Déclaration est disponible en ligne et les nouveaux signataires sont les bienvenues.

Afin de passer des principes et des recommandations contenus dans la Déclaration à l'action, l'AIU lance un projet pilote visant à soutenir les actions concrètes en matière de développement institutionnel pour une meilleure équité en termes d'accès et de succès (rétention). Le pilote examinera les politiques et les programmes institutionnels mis en place pour améliorer l'accès et le succès pour les apprenants issus de groupes sous-représentés. Les établissements ayant été invités à rejoindre le groupe pilote sont issus des Amériques et d'Asie, le nombre total de participants restant limité – dix universités au maximum.

Dans un premier temps, l'AIU, en collaboration avec le Groupe de travail, développera un **instrument d'auto-évaluation institutionnelle** pour aider les universités à collecter des informations sur leurs activités visant l'équité en matière d'accès et de succès/rétention pour les apprenants issus de groupes sous-représentés.

Il sera demandé aux universités pilotes de notifier les résultats de cette auto-évaluation

L'AIU invitera également ces universités à évaluer l'instrument d'auto-évaluation, en vue de l'amélioration et de valuer le potentiel de diffusion potentielle de cet outil.

La troisième étape du projet réunira les acteurs du projet pour un petit atelier destiné à offrir à la fois une opportunité de réseautage et de partage et une occasion d'analyser les résultats des processus institutionnels dans leur ensemble, d'évaluer les possibilités futures d'étendre ce processus à d'autres EES et de conseiller l'AIU sur d'autres initiatives qu'elle pourrait développer en vue de poursuivre le programme destiné à l'accès équitable et au succès.

Le financement partiel du projet a été confirmé par la Banque mondiale et la Fondation Lumina est actuellement sollicitée pour apporter un soutien supplémentaire.

Contact : **E. Boisfer**, Assistante exécutive (e.boisfer@iau-aiu.net)



APPEL À CONTRIBUTIONS : PRIX AIU / PALGRAVE MACMILLAN 2010 POUR UN ARTICLE DE RECHERCHE

**Prix de recherche
sur la politique
d'enseignement
supérieur –**



**palgrave
macmillan**

Thème de l'article

pour le concours 2010 : « Privatisation de l'enseignement supérieur public : tendances actuelles et impact sur le long terme »

Grâce et en partenariat avec Palgrave Macmillan Ltd, l'AIU a le plaisir d'annoncer le Prix AIU/Palgrave 2010 de recherche sur la politique d'enseignement supérieur. Ce prix a pour objet de promouvoir la recherche dans le domaine des politiques d'enseignement supérieur en saluant le travail d'un chercheur d'un établissement ou d'une organisation Membre de l'AIU sur un thème spécifique. Le Prix 2010 portera sur : **Privatisation de l'enseignement supérieur public : tendances actuelles et impact sur le long terme.**

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, la privatisation fait référence au processus ou à la tendance des établissements d'enseignement supérieur (publics ou privés) consistant à emprunter les caractéristiques ou les normes opérationnelles des entreprises privées. Le terme n'est pas précis. D'une part, la privatisation connote une tendance selon laquelle l'étudiant est perçu comme un consommateur et suppose de vendre l'éducation comme un « produit ». La privatisation suggère également l'adoption de pratiques de gestion chères aux entreprises privées, telles que la sous-traitance, des environnements de travail compétitifs et tournés vers l'efficacité, un management « descendant », un recours accru aux audits et aux mesures de responsabilité (accréditation et classement), et veiller à ce que chaque unité (département ou programme) contribue à la rentabilité de l'établissement.

Les partisans d'un enseignement supérieur plus privatisé soutiennent qu'il permet aux collèges et aux universités de répondre plus efficacement aux besoins des étudiants et des employeurs, en plus de générer des gains d'efficacité susceptibles d'améliorer les objectifs de l'établissement, quels qu'ils soient.

Les esprits critiques soulignent les dangers de la privatisation (accrue) de l'enseignement supérieur : les gouvernements continuent de diminuer leur soutien au secteur, laissant le soin aux établissements d'enseignement supérieur privés de combler les écarts ; l'enseignement proposé par les secteurs publics diminue ; les étudiants, qui contribuent à cette privatisation du financement en payant des frais d'inscription, s'endettent ; les frais d'inscription peuvent agir comme des barrières empêchant l'accès à l'enseignement supérieur. La privatisation a un impact important sur l'autonomie des établissements .

On note une augmentation massive du nombre d'établissements d'enseignement supérieur privés mais il est plus difficile de déterminer le degré actuel de privatisation des établissements publics. Par ailleurs, les méthodologies permettant de suivre cette évolution sont toujours en cours d'élaboration et étant donné qu'il s'agit d'un thème épineux sur le plan idéologique, il n'est pas toujours évident de contrôler ce qui se passe réellement.

Pourtant, il existe toujours des distinctions entre les EES publics et privés et entre les EES à but lucratif et non lucratif. Ces distinctions font-elle sens ? Sont-elles pertinentes ? Quels défis et/ou quelles opportunités doivent être relevés/exploités ?

En choisissant ce thème pour le Prix 2010 pour un article de recherche, l'AIU souhaite mobiliser ses Membres pour qu'ils concentrent leurs efforts de recherche et partagent leurs résultats sur la privatisation de l'enseignement supérieur public, les risques, les bénéfices et les défis qui en découlent, et qu'ils réfléchissent également à l'impact que pourrait avoir cette tendance sur le système global et sur la société dans son ensemble.

Les articles de recherche peuvent prendre la forme d'une étude de cas analytique, d'une analyse des tendances et proposer une synthèse des politiques concernées ou dévoiler les résultats d'une évaluation d'impact. Les articles peuvent également examiner la formation de partenariats importants, faire état des bonnes pratiques ou évaluer les politiques ou les approches de financement concernées.

Nous souhaiterions toutefois souligner ici que cet appel à contributions concerne des articles axés sur la recherche et l'analyse et non des articles purement descriptifs.

Le **Prix AIU/Palgrave, d'une valeur de 1 000 £ (environ 1 120 €)**, est décerné au meilleur article d'un chercheur/ universitaire travaillant dans un **établissement/organisation Membre de l'AIU**. Les essais ne doivent pas dépasser les 7 500 mots, doivent être rédigés dans l'une des deux langues officielles de l'Association – anglais ou français – et doivent être soumis en format électronique (MS Word).

Un jury international, composé d'experts et de chefs d'établissements d'enseignement supérieur, évaluera les articles reçus et sélectionnera le plus pertinent. Les résultats seront largement diffusés par l'Association.

Date limite de soumission pour le Prix 2010 : **30 septembre 2010**

Contact :

Nicholas Poulton (hep@iau-aiu.net)

Association internationale des universités (AIU)

Maison de l'UNESCO,

1, Rue Miollis

F-75732 Paris Cedex 15, France

L'AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

Ces derniers mois, l'AIU a participé à un certain nombre de conférences internationales portant sur des thèmes liés au travail mené par l'Association.

World Innovation Summit for Education

Doha, Qatar, 16-18 novembre 2009

Plusieurs membres du Conseil d'Administration de l'AIU et sa Secrétaire générale ont participé au World Innovation Summit for

Education, hébergé par la Fondation du Qatar à Doha du 16 au 18 novembre. Cette large réunion a rassemblé des représentants de tous les niveaux et types d'éducation du monde entier pour discuter de trois thèmes principaux : pluralisme, durabilité et innovation. Le Sommet a été ouvert par sa Majesté Sheikha Mozah Bint Nasser al Missned. Madame Irina Bokova, la nouvelle Directrice générale de l'UNESCO, a prononcé un discours d'ouverture. www.wise-qatar.org/



3^{ème} Forum sur l'internationalisation des sciences et des sciences humaines et sociales

Fondation Alexander von Humboldt, Royaume-Uni, 19 novembre 2009

La Secrétaire générale de l'AIU a participé au 3^e Forum sur l'internationalisation des sciences et des sciences humaines et sociales organisé par la Fondation Alexandre von Humboldt à la Royal Society de Londres, RU, le 19 novembre. Le Forum a rassemblé les membres du Conseil international consultatif de la Fondation, des intervenants et des membres du personnel de la Fondation. Les interventions seront publiées en 2010 par la Fondation. La présentation de la Secrétaire générale de l'AIU est disponible sur le site de l'AIU. www.humboldt-foundation.de/web/iab-forum-2009.html



Réunion du Groupe de référence pour la DEDD

UNESCO, Paris, 19-20 novembre 2009

Dans le cadre de sa collaboration avec l'UNESCO dans la mise en œuvre du plan d'action de la Décennie des Nations-Unies pour l'Éducation au Développement durable (DEDD), la Directrice des adhésions et du développement des programmes de l'AIU a participé à la réunion du Groupe de référence pour la DEDD qui s'est tenu à Paris du 19 au 20 novembre. Le rôle de l'UNESCO comme agence leader de cette décennie a été débattu et les projets envisagés pour la seconde moitié de la Décennie ont été analysés. www.desd.org



1^{er} Séminaire International du CGBU

Salvador de Bahia, Brésil, 25-28 novembre 2009

La Directrice des adhésions et du développement des programmes de l'AIU a participé au premier Séminaire international organisé par le Groupe Coimbra des universités brésiliennes (CGBU). Le Séminaire et la deuxième Assemblée générale du Groupe se sont tenus à Salvador de Bahia, au Brésil. Les projets et programme de travail 2010 élaborés par les groupes de travail de la CGBU sont disponibles en ligne avec la présentation du Dr van't Land et celles des autres intervenants.



Délégués lors du premier séminaire international du CGBU.

Global Higher Education Forum (GHEF)

Kuala Lumpur, Malaisie, 13-16 décembre, 2009

La secrétaire générale de l'AIU a participé à la seconde édition du **Global Higher Education Forum (GHEF)**, organisée par le Ministère de l'enseignement supérieur malaysien et l'Université des sciences à Pénang, Malaisie, en décembre 2009. La Conférence portait sur les développements en enseignement supérieur, les tendances actuelles et les perspectives à venir avec une emphase particulière sur la collaboration sud-sud et les tendances régionales. Les présentations focalisaient sur la régionalisation, l'enseignement supérieur comme commodité importable et exportable, l'enseignement supérieur en période de crise économique et de plusieurs autres sujets. Plusieurs organisations co-sponsorisaient l'événement. L'AIU était partenaire de l'événement en 2007. Le prochain Forum biennal aura lieu en 2011 (www.gheforum.usm.my/2009/)



Isabelle Turmaine, Directrice, Centre d'Information et Services de Communication, a été élu membre du **Comité de liaison de ONG-UNESCO.**

Pour plus d'information: www.ngo-unesco.org/francais/



L'AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

International Exhibition for Higher Education

Riyadh, Arabie Saoudite, 26-29 janvier 2010

Le Vice-président de l'AIU, le prof. Dzulkipli, et la Directrice, Adhésion et développement de programmes de l'AIU, le Dr. van't Land, ont pris part à cette Conférence internationale et au salon qui y était lié ; ils ont établi de nouveaux liens avec les établissements de l'enseignement supérieur saoudiens.

www.iehe.mohe.gov.sa/



Représentants de l'AIU lors de l'IEHE en Arabie Saoudite.

U-Multirank

La Directrice du Centre d'Information et des Services de Communication de l'AIU est Membre du **Groupe consultatif sur le classement multidimensionnel des universités à l'échelle mondiale**. Le projet est financé par la Commission européenne et développé par le **CHERPA** (Consortium for Higher Education and Research Performance Assessment), composé de plusieurs organisations européennes d'enseignement supérieur et dirigé par le Center for Higher Education Policy Studies (**CHEPS**) au Pays-Bas et le Center for Higher Education Development (**CHE**) en Allemagne.

Le projet a pour objectif d'étudier la faisabilité d'un classement mondial alternatif des EES qui rendrait compte de la diversité des structures d'enseignement supérieur et éviterait ainsi le parti pris parfois observé (langue, taille, activités de recherche intensives, etc.).

Le CHERPA envisage de développer un classement comparant les établissements similaires et comparables en termes de missions et de structures. Ainsi, la Classification

européenne des établissements d'enseignement supérieur (U-Map) servira à créer des ensembles d'EES comparables.

Le CHERPA tentera également de répondre aux différents besoins des utilisateurs potentiels et d'être plus précis et plus équitable à l'égard de tous les établissements en testant la méthodologie choisie pour des classements institutionnels basés sur deux domaines (commerce et ingénierie), en choisissant des indicateurs liés à tous les secteurs d'activité des EES et pas uniquement à la recherche et en utilisant une approche de regroupement plutôt que des classements.

La participation de l'AIU a été motivée par l'importance croissante accordée aux classements, même s'ils offrent une vision très restrictive du secteur de l'enseignement supérieur. C'est pour cette raison que participer à une initiative qui s'efforce de proposer une vision du secteur plus diversifiée s'est avéré intéressant et a permis à l'AIU de promouvoir ses valeurs et de voir des indicateurs sur l'engagement social/communautaire des EES considérés et potentiellement inclus dans le projet. Pour tout commentaire : **Isabelle Turmaine** (i.turmaine@iau-aiu.net)

In co-operation with the European University Association:

EUA Bologna Handbook – Making Bologna Work

This handbook is designed to support you in every step of the Bologna process:

- It covers all aspects of the Bologna process by describing the elements of the process and guiding you through their implementation.
- Renowned practitioners and Europe's leading experts in the field of higher education reform guarantee the highest level of practical guidance.
- Access information helping to improve your implementation process by best practice studies and easy-to-use tools adaptable to your individual needs in print and digital format on CD-ROM and our handbook website.

Be always up-to-date with our quarterly supplements!

Further information and order form available at
<http://www.bologna-handbook.com>

RAABE
 NACHSCHLAGEN – FINDEN

NOUVELLES DES MEMBRES

Nouveaux Membres de l'AIU

L'AIU est heureuse d'annoncer l'adhésion des établissements supérieurs suivants qui se sont joints à l'Association depuis décembre 2009

UNIVERSITÉS

High Institute for Architecture in 6th of October City, Egypte
www.hiinstitutearch.com



University of Eastern Finland,
Finlande
www.uef.fi/english/



Kalinga Institute of Industrial Technology,
Inde
www.kiit.ac.in



Modern University for Business and Science,
Liban
www.mubs.edu.lb



Université du Balochistan, Pakistan www.uob.edu.pk/

Université Ziauddin,
Pakistan
www.zu.edu.pk



Université Titu Maiorescu de Bucharest,
Roumanie
www.utm.ro



Université Linnaeus,
Suède
http://lnu.se/?l=en



University Aberdeen,
Royaume-Uni
www.abdn.ac.uk/



Al Ghurair University,
Emirats Arabes Unis
www.agu.ae



Université Gannon,
Etats-Unis
www.gannon.edu/



ORGANISATIONS

Associació catalana des universitats públiques (ACUP – Associació Catalana d'Universitats Públiques),
Espagne
www.acup.cat



Association of American Colleges and Universities, Etats-Unis
www.aacu.org/



Nouvelles des Membres

Le European Centre for Strategic Management of Universities (ESMU) organise deux tours d'étude dans le cadre de ses voyages d'étude du programme de l'enseignement supérieur européen (EU-STEP), financé par le programme UE Erasmus Mundus. EU-STEP vise la promotion d'une meilleure compréhension de l'enseignement supérieur européen et l'amélioration des possibilités d'échange entre l'UE et l'Amérique latine, les Etats-Unis et le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande. Les **appels sont ouverts** pour les tours suivants:

- EU-STEP voyage d'étude de l'enseignement supérieur européen pour les leaders de l'ens. sup. aux **Etats-Unis et au Canada** – 13 -19 juin 2010
- EU-STEP voyage d'étude de l'enseignement supérieur européen pour les leaders de l'ens. sup. en **Amérique latine** – 3-9 octobre 2010

Les programmes vous amèneront à Bruxelles, Belgique, Valence, Espagne, et Glasgow au Royaume Uni. **Les Membres de l'AIU bénéficient d'une remise de 10% sur les frais d'inscription.** Pour plus d'information et pour s'inscrire: www.esmu.be/studytours

Burton R Clark (1921 – 2009)

L'AIU a le regret d'annoncer le décès de Burton R Clark, professeur Emérite Alan R. Cartter en Enseignement supérieur à l'Université de Californie Los Angeles, une des universités fondatrices de l'AIU.

L'œuvre de Clark traverse plus d'un demi-siècle. Elle le place parmi les figures les plus marquantes qui ont façonné l'étude de l'enseignement supérieur aux Etats-Unis – et de façon non moins significative en Europe de l'Ouest. Clark débuta sa carrière de sociologue des organisations à UCLA où, en 1953, il obtint son doctorat consacré à l'Education des Adultes. Sa carrière s'est poursuivie dans deux des plus prestigieuses universités de recherche américaines – l'Université de Californie, Berkeley et Yale – avant qu'il ne retourne à son *alma mater* UCLA comme détenteur de la Chaire sus nommée en 1980.

La recherche Clarkienne était originale, méticuleuse et dotée d'une limpidité avec laquelle peu de ses contemporains ont réussi à rivaliser. Il était passé maître de la méthode dite de "l'étude de cas", dans l'analyse des problèmes à dimension nationale dans leur forme et leur manifestation institutionnelles spécifiques. Ses analyses des systèmes nationaux d'enseignement supérieur étaient profondément ancrées dans les cultures, les perceptions de l'acteur et les structures institutionnelles qui les ont forgés et soutenus.

Pour beaucoup de ses pairs ainsi que leurs étudiants, l'ouvrage de Clark de 1983 *The Higher Education System: Academic Organization in Cross-National Perspective* demeure un référence. En 1998, l'AIU était fière de publier son étude intitulée *Entrepreneurial Universities: Organizational Pathways of Transformation dans Issues in Higher Education*. Cet ouvrage est devenu un classique et un modèle du genre.

La perte de Bob Clark est vivement ressentie par le monde universitaire et par son épouse, Mme Adèle Clark, à qui l'AIU adresse ses condoléances les plus sincères.

By Guy Neave, ancien Directeur de recherche, AIU

Dossier thématique :

IMPACTS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



Enseignement supérieur et crise économique mondiale

par **N.V. Varghese**, Chef de l'unité gouvernance et gestion de l'éducation, Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIEP/UNESCO), Paris, France
(nv.varghese@iiep.unesco.org)



la science et la technologie ; et le gouvernement du Royaume-Uni s'est concentré sur la recherche.

Les gouvernements suisse et néerlandais n'envisagent pas de réduire leur budget et prévoient de maintenir le même niveau de financement en termes réels.

La crise est mondiale

Les économies dominantes traversent la pire crise de leur histoire depuis la Grande Dépression. La production diminue de façon significative, les gens perdent leur emploi, et le chômage est en hausse dans les pays développés. Il s'agit de la récession la plus synchronisée de tous les temps, affectant les pays en développement qui connaissent une chute des prix des exportations et des matières premières ainsi qu'une baisse des flux commerciaux, des envois de fonds, des flux d'aide et de l'investissement direct étranger (IDE). La crise pourrait générer 51 millions de pertes d'emplois, une baisse des envois de fonds de 40 milliards de dollars et une baisse des aides de 20 milliards en 2009. Ainsi, 57 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en dessous du seuil de pauvreté.

Crise et financement public de l'enseignement supérieur

Les réponses des gouvernements à la crise ont été différentes : certains gouvernements ont réduit le financement public destiné à l'enseignement supérieur, d'autres l'ont augmenté et d'autres ont maintenu le même niveau de financement.

La plupart des pays d'Europe orientale ont réduit le budget destiné à l'enseignement supérieur : 3% de réduction en Estonie, 7% en Hongrie, 6-7% en Pologne, 10% en Lituanie, etc. L'Italie et de nombreux Etats aux Etats-Unis ont également réduit leur budget 2010 destiné à l'enseignement supérieur.

Un grand nombre de pays ont néanmoins augmenté leur budget dédié à l'enseignement supérieur. Les gouvernements mexicain, russe et espagnol ont ainsi alloué davantage de financement pour les bourses étudiantes, les nouvelles structures et les programmes d'études ; le gouvernement norvégien a augmenté le budget dédié aux programmes doctoraux et aux infrastructures ; le gouvernement allemand a augmenté le financement dédié aux infrastructures ainsi qu'à

Crise et réponses institutionnelles

Le déclin des aides financières publiques, des donations, des contributions volontaires, l'incapacité des étudiants à prendre en charge leurs frais d'inscription et la perte de la valeur de l'actif ont affecté la capacité financière des établissements. La dotation de Ohio State University a baissé de 11% ; les universités d'Oxford, de Cambridge et de Yale ont perdu des millions de dollars en ce qui concerne les valeurs de l'actif. Par ailleurs, un grand nombre d'universités procèdent à la restructuration des programmes d'études, des procédures de recrutement du personnel et des systèmes de soutien aux étudiants pour faire face à la crise. L'Université d'état de l'Arizona a ainsi supprimé 500 emplois ; l'Université de Floride a supprimé 430 postes du personnel ; et l'Université du Nevada a remercié une centaine d'employés. Certaines universités privilégient la nomination temporaire des enseignants à la titularisation.

Les frais d'inscription des étudiants constituent la principale source de revenus des établissements privés. En période de crise, les ménages ont des difficultés à payer les frais d'inscription, l'octroi de bourses diminue, les emplois à temps partiel disparaissent, les prêts étudiants ne sont plus accordés, et les étudiants privilégient les établissements publics subventionnés aux établissements privés payants. Un grand nombre de gouvernements ont introduit des systèmes de soutien aux étudiants, comme lors de la crise économique en Asie orientale, pour aider les établissements privés à survivre à cette période de crise.

Crise et inscriptions dans l'enseignement supérieur

Malgré toutes les difficultés, les inscriptions dans l'enseignement supérieur sont en hausse. Entre 2008 et 2009, les inscriptions aux Etats-Unis sont passées de 39% à 41% ; au

Royaume-Uni, elles ont augmenté de 8% ; en Europe, on note également une hausse des inscriptions dans l'enseignement supérieur. L'Inde prévoit un plan d'expansion massive et la Chine envisage également une hausse des inscriptions.

Le flux des étudiants transfrontaliers est également en hausse. Entre 2008 et 2009, les inscriptions des étudiants internationaux ont augmenté de 17% au Royaume-Uni et de 8% aux Etats-Unis. Les hausses les plus significatives ont été enregistrées en Chine (21%), au Moyen-Orient (17,7%) et en Inde (9,2%). Cette tendance est contraire à ce qui s'est produit lors de la crise économique en Asie orientale. En raison du taux d'épargne élevé des ménages, des difficultés rencontrées par les marchés intérieurs de l'emploi et de la baisse de la valeur du dollar, les programmes d'études à l'étranger sont restés répandus dans les plus grands pays d'origine tels que la Chine et l'Inde. La contribution globale des étudiants internationaux à l'économie américaine en 2008 était de 17,8 milliards de dollars.

Conclusions

Contrairement aux attentes, les coupes budgétaires ont été moins généralisées et les inscriptions dans l'enseignement supérieur ont continué d'augmenter pendant la période de crise. Deux facteurs semblent avoir aidé à protéger le secteur. Tout d'abord, les voix opposées aux réductions budgétaires dans le secteur de l'éducation se sont fait fortement entendre. Un grand nombre de dirigeants du monde ont affirmé leur foi en l'éducation et ont défendu ardemment la nécessité de protéger le secteur des effets néfastes de la crise.

Deuxièmement, l'épargne des ménages a de nouveau été alloué en priorité aux investissements dans l'éducation des enfants. Les économies réalisées dans le passé par la classe moyenne ont permis de maintenir la capacité financière des ménages pour soutenir l'éducation sur le court terme.

Toutefois, il est important de noter que le secteur de l'éducation souffre en général d'hystérésis en périodes de crise. Les effets de la crise sur l'éducation pourraient être plus longs à se dessiner et se faire sentir même après la relance de l'économie. Ce n'est donc pas parce que l'effet néfaste de la crise sur l'éducation semble apparemment bénin sur le court terme que le secteur doit faire preuve de suffisance. Si la crise se poursuit, l'impact pourrait être désastreux. Ainsi, dans le cadre des solutions à la crise, il apparaît nécessaire d'influencer les décideurs pour qu'ils renforcent les investissements dans le secteur de l'éducation.

Cet article s'appuie sur les publications suivantes :

- Varghese, N.V. 2001. *Impact of the economic crisis on higher education in East Asia: Country experiences*. Paris: IIEP/ UNESCO.
- Varghese, N.V. 2009. "Running to stand still: Higher education in a period of global economic crisis". Article présenté lors du Forum mondial sur l'enseignement supérieur (GHEF), Penang, Malaisie, 13-16 décembre 2009.



Comment la crise mondiale a-t-elle affecté l'enseignement supérieur au Brésil ?

par **Naomar Almeida-Filho**, Recteur, Université fédérale de Bahia, Brésil
 (naomarf@ufba.br)



L'année précédente celle où le Brésil a été touché par la crise financière mondiale, le gouvernement du

Président Lula avait lancé une réforme ambitieuse destinée aux 56 universités qui constituent le réseau fédéral de l'enseignement supérieur. Ce plan était appelé REUNI, un acronyme qui résume les investissements réalisés dans le développement du personnel et des infrastructures, la restructuration, la rénovation universitaire et l'inclusion sociale. Il s'agissait d'un changement de politique radical et très attendu, dans la mesure où l'éducation constitue une importante partie de la dette sociale héritée de la période coloniale, accentuée par deux dictatures ayant consolidé dans le pays un système social oligarchique qui s'est servi de l'Etat comme instrument de son hégémonie.

Les universités publiques, proposant sans conteste un enseignement de meilleure qualité, sans frais d'inscription, ont été largement responsables de la formation professionnelle et universitaire de l'élite dirigeante. Paradoxalement, les étudiants issus de familles pauvres, qui luttent pour gravir les échelons de la réussite sociale, ont été forcés de s'inscrire dans des établissements privés payants pour acquérir une éducation de moins bonne qualité et embrasser des carrières professionnelles méprisées sur le plan social. L'objectif du Plan REUNI était de surmonter cette situation perverse, en prenant des mesures renforçant l'efficacité et la couverture de la population, tout en initiant des programmes d'action affirmative. Il était prévu que les 4 millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur (seulement 1 million dans des établissements publics) passent à 7 millions en quatre ans, dont plus de 2,5 millions dans le système universitaire public.



Puis la crise est arrivée sans prévenir. Les espoirs générés parmi les groupes intellectuels et politiques progressistes par la réforme REUNI ont tout à coup laissé place à la peur de voir la suspension du plan d'investissement de 6 milliards de dollars. Mais les craintes se sont vite dissipées.

Bien que les réductions budgétaires aient été attendues comme la réponse immédiate à l'effondrement financier, les mesures économiques anti-crise ont été mises en œuvre selon une stratégie peu orthodoxe, qui a fini par se révéler très efficace. Pas d'effondrement de la structure des recettes sociales mais une augmentation du salaire minimum légal et un élargissement du programme de transferts conditionnels en espèces (TCE) destiné aux familles les plus pauvres. Au lieu d'une augmentation de la fiscalité, on note une réduction fiscale pour les biens industriels susceptibles de générer des effets positifs sur l'économie. Les banques publiques ont facilité le flux de crédits pour les petites entreprises et d'autres secteurs stratégiques afin de renforcer le marché intérieur.

Avant la crise, le taux de croissance annuelle moyenne du Brésil était de 4% depuis cinq ans, avec des améliorations constantes des coefficients Gini dues à la réduction de la pauvreté et à l'expansion des secteurs de revenus moyens. Bien que n'étant pas théoriquement en période de récession, le taux de croissance du PNB, estimé à moins de 1% en 2009, a freiné la tendance ascendante de la croissance économique et la répartition des richesses. Néanmoins, au second semestre, l'économie a donné des signes de reprise, la production industrielle a de nouveau atteint les indicateurs antérieurs à la crise et le taux de chômage est tombé à un niveau historiquement bas. Aujourd'hui, les projections du PNB pour 2010 ont été revues à la hausse, avoisinant une augmentation de 6%, selon les estimations.

L'enseignement supérieur a suivi une tendance similaire. En 2008-2009, les augmentations en termes de budget et d'investissements prévues pour le réseau des universités publiques ont été maintenues voire même dans certains cas anticipées. La construction à très grande échelle de laboratoires et de salles de classe, l'acquisition de matériel et le recrutement d'enseignants et de personnel ont contribué à améliorer les activités économiques et ont renforcé la stratégie

initiée par le gouvernement pour faire face à la crise financière.

Dans l'ensemble, la tendance consistant à offrir à des groupes de populations plus larges un meilleur accès à l'enseignement supérieur n'a pas été du tout affectée par la crise, la participation des groupes d'âge 18-25 ans a ainsi fait un bond de 9% à 13%. Prenons comme exemple mon établissement, une université de taille moyenne située dans la région nord-est du Brésil. De 1997 à 2007, un seul amphithéâtre de moins de 5 000 m², a été construit ; ces deux dernières années, plus de 60 000 m² de bâtiments ont été construits ou sont en cours de construction. En 2007, 3 700 places ont été offertes dans 61 cursus ; en 2010, 8 000 étudiants ont été admis dans 113 programmes.

Si l'on adopte un point de vue optimiste, crise rime d'une certaine manière avec opportunités, dans la mesure où cela a permis à notre système éducatif de mieux s'adapter aux besoins du pays. Par analogie, la même situation aurait pu se produire pour les investissements destinés aux infrastructures, en particulier les transports et l'énergie, qui avaient du mal à suivre le rythme imposé par les niveaux de croissance antérieurs à la crise. Toutefois, les demandes de main d'œuvre spécialisée pour assurer la durabilité du développement économique et promouvoir l'inclusion sociale sont toujours considérables. Le Brésil a récemment connu une pénurie d'ingénieurs, d'experts en TIC, de travailleurs sociaux, de personnel de santé, d'enseignants (à tous les niveaux) et d'autres professionnels. Ceci rajoute en effet une pression réelle sur le système d'enseignement supérieur du pays en vue de former du personnel plus rapidement et plus efficacement dans un futur proche.

Enfin et surtout, la crise mondiale semble avoir fait prendre davantage conscience aux universités brésiliennes de l'importance de l'internationalisation en vue d'accomplir leurs missions universitaires et sociales. Certains défis auxquels nous sommes confrontés pourraient être mieux appréhendés grâce à des partenariats envisagés via des réseaux institutionnels, fonctionnant sur la base de la solidarité et partageant les valeurs historiques de la culture universitaire, valeurs toujours d'actualité indépendamment des contextes et des crises.



Universités du Royaume-Uni : Répondre à la crise économique mondiale

par **William Lawton**¹, UK Higher Education International Unit, Londres, Royaume-Uni
(william.lawton@international.ac.uk)



Alors que la tempête économique mondiale de ces deux dernières années se dissipe, les gouvernements s'attaquent désormais aux dettes de leur secteur public. L'enseignement supérieur (ES) est une cible facile. Le 23 décembre 2009, le gouvernement britannique a annoncé son cadeau de Noël au secteur de l'ES : une réduction du financement de 915 millions

1. La contribution du Dr Lawton n'engage que son auteur.

de livres sur trois ans, dont 449 millions pour la période 2010-2011. Ceci vient effacer les recettes réelles (1,3 millions de livres pour la période 2006-2008) réalisées par l'introduction des frais d'inscription en 2006.

Les universités américaines peuvent remercier Wall Street plutôt que le gouvernement pour la diminution de leurs richesses. La valeur de la dotation de Harvard a baissé de 30% (soit plus de 10 milliards de dollars) de janvier à juin 2009, laissant un pécule de 25,7 milliards de dollars. Les quatre autres universités les plus importantes du pays ont perdu entre 3,7 et 6,5 milliards de dollars. Ces chiffres sont si élevés qu'ils donnent le tournis.

Les universités doivent réfléchir à une diversification des recettes. Le 12 février, la Gazette de Montréal a ainsi clairement énoncé une option dans un article intitulé « des universités amaigries financièrement prêtes à tout pour recruter des étudiants étrangers », affirmant ensuite que les perspectives économiques expliquaient pourquoi les établissements au Canada, aux États-Unis, en Australie et dans l'Union européenne « jouaient des coudes de façon frénétique pour attirer des jeunes cerveaux brillants, où qu'ils soient ».

Ici, au Royaume-Uni, la hausse significative des demandes des étudiants internationaux en 2009 suggère qu'il est inutile de jouer des coudes, ni de façon frénétique ni de façon raisonnable. Pour un grand nombre d'universités, le problème est inverse : le nombre d'étudiants internationaux (hors UE) étant non réglementé, à quel moment cessons-nous de les accepter ?

De *jure*, il est vrai qu'il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle et que les étudiants internationaux ne prennent pas la place des étudiants britanniques et des autres étudiants de l'Union européenne. Mais en période d'austérité fiscale, ils deviennent *de facto* liés car les étudiants internationaux peuvent permettre de colmater les déficits budgétaires. Même dans ce cas, un grand nombre d'universités seraient honnies si elles gonflaient le nombre global d'étudiants aux dépens de la qualité de l'éducation et de l'expérience des étudiants.

Un rapport préparé pour Universities UK en 2009² a montré que les frais d'inscription des étudiants internationaux (hors UE) étaient à l'origine de la plus importante hausse (relative) des revenus (152%) enregistrée par les universités britanniques entre 2001 et 2002 et entre 2007 et 2008 (c'est-à-dire avant la récession). Les revenus de « dotation et d'investissement » ont également augmenté mais de 74%, ce qui représentait également le pourcentage de la hausse globale des revenus du secteur. Il est somme toute logique que la récession n'ait pas freiné cette tendance : l'enquête annuelle de UUK sur les frais d'inscription en 2009 a suggéré que les frais d'inscription des étudiants internationaux en 2009-2010 étaient en moyenne en hausse de 5%.³

Il en est de même des autres flux de revenus : pendant des années, les universités britanniques ont observé, partagées entre envie et émerveillement, les propensions philanthropiques des Américains.⁴ Suite à une consultation avec le secteur, le gouvernement britannique a lancé en avril 2008 un programme triennal de financement jumelé de 200 millions de livres destiné à la donation volontaire – rétrospectivement, juste au moment où les nuages de la tempête de la récession apparaissaient. Le dispositif vise à opérer un « changement de cap » en matière de donation volontaire ; ce changement souhaité devrait bientôt se faire sentir, le paiement des fonds jumelés pour la première année étant dû en mars 2010.

En tout état de cause, la collecte de fonds inspirée du style américain n'est pas totalement étrangère au Royaume-Uni : les universités de Cambridge et d'Oxford ont mené des campagnes de collecte de fonds de plusieurs milliards de livres qui ont rapporté respectivement 940 millions et 780 millions de livres (bien qu'Oxford ne l'ait fait que pendant deux ans, à la différence de Cambridge qui l'a fait huit fois).

Mais il semblerait que même ces chiffres énormes ne répondent plus aux exigences dès lors que le besoin rapide de liquidités se fait sentir. L'Université de Cambridge, dont les actifs s'élevaient à 4 milliards de livres, a annoncé en janvier qu'elle émettrait des obligations pour la première fois de son histoire afin de financer un projet de construction de 300 millions de livres. Ceci a été décrit comme un nouveau moyen de collecter des fonds, bien que la presse ait en effet souligné que l'Université de Lancaster avait déjà ouvert la voie à ce genre de pratiques en 1995.

Les universités de la Ivy League ont suivi cette voie un an avant Cambridge, lorsqu'elles se sont aperçues de l'ampleur des prochaines pertes en dotation. En janvier 2009, le *Chronicle of Philanthropy* a rapporté que l'Université de Harvard avait lancé une émission d'obligations d'un montant de 1,5 milliards de dollars et que l'Université de Princeton avait vendu des obligations à hauteur de 1 milliard de dollars.

La diversification des recettes permet de résister aux risques. Les universités britanniques ont compris cela avant la récession mondiale car les gouvernements ont toujours réussi à diminuer les attentes lorsqu'il s'agit de financement. La part du gouvernement destinée à l'ES était en baisse même avant les réductions actuelles. Le recrutement des étudiants internationaux est une forme de diversification des recettes mais cette tendance n'est peut-être pas la plus prudente qui soit à long terme.

Au Royaume-Uni, cette récession mondiale n'a pas eu d'impacts négatifs sur les principaux marchés du recrutement. Cette chance apparente a pu profiter du niveau plus faible de la livre sterling mais reflète aussi très probablement une réputation de qualité et une bonne image de marque. Même

2. Brian Ramsden, 'Patterns of higher education institutions in the UK: Ninth report', pp. 84-6 (Universities UK, 2009) – www.universitiesuk.ac.uk/Publications/Documents/Patterns9.pdf.

3. Voir www.universitiesuk.ac.uk/Newsroom/Facts-and-Figures/Pages/default.aspx

4. Voir, par exemple, Eric Thomas, 'Increasing voluntary giving to higher education: Task force report to government' (DFES, 2004) consulter : www.dfes.gov.uk/hegateway.



dans ce cas, « les performances passées ne sont pas la garantie de résultats futurs ». L'avenir pourrait bien appartenir aux pays et aux universités qui réussissent le mieux à mettre en œuvre une stratégie de partenariats amenant l'éducation là où sont

les marchés. Les universités britanniques ne connaissent pas le problème de la complaisance. Le problème est qu'elles n'ont pas encore été forcées à réfléchir collectivement à la manière de répondre aux risques financiers.



La crise financière offre des opportunités pour l'innovation et la réforme de l'enseignement supérieur

par **Roberta Malee Bassett**, Banque mondiale, Réseau Développement humain, Education, Washington DC, Etats-Unis (rbassett@worldbank.org)



Introduction

Au cours des dix-huit derniers mois environ, l'impact de la crise

financière sur l'enseignement tertiaire a été beaucoup étudié. La situation spécifique des pays en développement n'a cependant pas été suffisamment examinée, en raison probablement du manque de données actualisées. Répondre aux défis auxquels les pays en développement sont confrontés dans les secteurs de l'enseignement tertiaire suite à la crise requiert des efforts concertés au niveau local mais également de la part des organismes bailleurs de fonds comme la Banque mondiale.

La crise présente des défis considérables auxquels il faut à la fois répondre sur le court terme et le long terme, notamment : la diminution des ressources, les défis personnels et universitaires pour les établissements et les étudiants, les problèmes de personnel, les pressions exercées sur les systèmes d'enseignement tertiaire intégrés, et bien plus encore. Tout en reconnaissant ces impacts négatifs significatifs, qui ont été largement documentés, cet article cherche à mettre en lumière le potentiel que pourrait exploiter l'éducation pour encourager et stimuler la relance et pour évoluer et s'améliorer après à la crise. Cet article sera donc à la fois axé sur les opportunités qu'une réponse adaptée à la crise peut laisser présager et sur le rôle que pourrait jouer la Banque mondiale en aidant ses Membres à apporter des réponses localisées à la crise. Reconnaisant le potentiel de l'éducation à servir d'instrument de relance, cet article vise à explorer les implications de la crise d'un point de vue différent et potentiellement positif.

Opportunités pour les établissements d'enseignement supérieur et les gouvernements

Les initiatives suivantes figurent parmi les opportunités susceptibles d'encourager l'innovation ou le réexamen des secteurs de l'enseignement tertiaire :

- *Les établissements d'enseignement supérieur révisent leurs stratégies de financement et leurs liens avec le marché du travail*

Pour réduire la dépendance à leur seule source de revenus, les établissements d'enseignement supérieur doivent réévaluer

l'équilibre entre les sources de financement existantes et intensifier les activités visant à endentifier d'autres.

- *Les établissements d'enseignement supérieur utilisent la crise pour lancer des projets innovants et mettre en œuvre des réformes structurelles*

Les établissements sont en mesure de tirer profit de la récession en investissant (à des coûts réduits, dans certains cas en y gagnant) dans des améliorations liées au corps enseignant et aux infrastructures. Mettre davantage l'accent sur les partenariats internationaux entre les établissements est perçu comme une opportunité de développement économique et social futur. Les partenariats stratégiques entre les établissements universitaires sont des mécanismes susceptibles de stimuler l'innovation et de soutenir l'industrie et les entreprises en renforçant les capacités, dans l'optique de rivaliser efficacement sur les marchés mondiaux et régionaux en temps de crise et au-delà.

- *Les gouvernements réforment les programmes d'aide financière et reconnaissent le rôle de l'enseignement tertiaire dans la croissance économique*

Pour protéger les étudiants à faible revenu et d'autres groupes vulnérables des récessions cycliques, les gouvernements doivent augmenter la disponibilité des bourses d'études et établir ou élargir les programmes de prêts aux étudiants qui soient financièrement durables. Les mécanismes d'allocation des ressources existants affectés par la crise, tels que les programmes de prêts aux étudiants, doivent s'adapter rapidement et de manière flexible pour compenser les effets négatifs de la crise sur l'accès à l'université. Les réformes des programmes de bourses et de prêts doivent prendre en compte la nécessité de s'appuyer sur des structures gouvernementales solides pour répondre efficacement aux exigences administratives de ces programmes.

A l'avenir et au sein d'une économie de la connaissance mondiale florissante, les exigences en matière d'aptitudes, de compétences et de qualifications augmenteront dans tous les types et à tous les niveaux professionnels. Mettre davantage l'accent sur les transitions école-université et université-marché du travail sera essentiel en vue d'améliorer la pertinence de l'éducation aux niveaux local et international. Cette crise

pourrait être le moment opportun de repenser et réexaminer les fondements curriculaires et pédagogiques, dans le cadre d'une recherche de mécanismes plus efficaces et plus effectifs pour un enseignement tertiaire de grande qualité.

- *Les gouvernements encouragent les réformes qui rendraient les systèmes d'enseignement tertiaire plus innovants et davantage tournés vers l'esprit d'entreprise*

Une crise offre une opportunité unique pour les décideurs et les directeurs d'université d'établir de nouveaux critères pour évaluer la performance des établissements universitaires et du système tertiaire dans son intégralité. La crise économique et financière est une bonne occasion de mettre en lumière le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans la recherche et le développement, le renforcement des capacités et la préparation d'entrepreneurs, comme l'illustrent les exemples présentés ci-dessous. Les récessions économiques sont des périodes propices à l'innovation. Les gouvernements pourraient donc encourager les établissements d'enseignement supérieur à penser de manière plus créative et à développer l'esprit d'entreprise en termes de compétences et de motivation, dans le cadre des contributions à leur programme global de connaissances et de compétences. Les partenariats internationaux sont un domaine potentiel d'innovation et de protection économique que les établissements et les systèmes d'enseignement supérieur considèrent de plus en plus à l'échelle internationale.

La crise économique mondiale a accéléré le besoin des universités asiatiques de s'engager internationalement et de créer des mécanismes régionaux par lesquels les étudiants et les membres du corps enseignant peuvent se déplacer plus facilement d'un pays à l'autre, ont déclaré les présidents d'universités asiatiques lors d'une conférence organisée à la Banque mondiale cette semaine.

...

La récession mondiale, qui a touché certains pays asiatiques plus durement que d'autres, a été l'objet de cette conférence, mais beaucoup d'entre nous ici ont considéré la récession comme l'occasion de promouvoir l'importance de maintenir les connexions internationales.

« On peut dire que l'enseignement supérieur est devenu plus important en raison de la crise financière mondiale », a déclaré Hao Ping, Vice-ministre du ministère chinois de l'Éducation.

...

« Réduire aujourd'hui les partenariats dans l'enseignement supérieur serait une profonde erreur », a déclaré Rick Trainor, Principal du King's College London. « Lorsque la relance économique verra le jour, nous aurons besoin de cette collaboration internationale. Nous avons besoin des uns des autres pour prospérer. »⁵

La crise est le moment opportun pour les gouvernements, les entreprises et le monde universitaire de promouvoir les idées progressistes dans les domaines de la science, de

la technologie et des affaires. La crise pourrait générer de nombreux changements structurels ; de nouveaux ensembles de compétences et de nouvelles attitudes seront des éléments cruciaux pour s'adapter efficacement aux besoins d'une société post-crise.

Implications pour la Banque mondiale

En gardant à l'esprit ces réponses potentielles à la crise, la Banque mondiale peut imaginer des domaines dans lesquels elle pourrait aider ses pays membres à surmonter les impacts de la crise financière. La Banque mondiale peut ainsi aider les pays demandeurs dans cinq domaines complémentaires :

- *Financement destiné aux programmes d'aide aux étudiants*

Pour éviter de réduire davantage l'inscription dans l'enseignement supérieur, surtout chez les étudiants issus de familles à faible revenu et de groupes vulnérables, des subventions ciblées sont nécessaires sous la forme de bourses d'études et de prêts aux étudiants. Ceci implique de mobiliser des ressources supplémentaires et de procéder à un ciblage approprié.

- *Assistance technique concernant les prêts aux étudiants*

En temps de crise, le partage des coûts ne peut être mis en œuvre équitablement en l'absence de mécanismes appropriés de soutien destinés aux étudiants qualifiés mais nécessiteux.

- *Soutien financier pour les pays à faible revenu ou à revenu moyen*

Un Fonds de vulnérabilité a été proposé par la Banque mondiale. Son objectif est d'inviter les pays développés à consacrer 0,7% de leur plan de relance en vue d'apporter une aide supplémentaire aux pays qui souffrent de la crise. Afin d'aider les pays à faible revenu et à revenu moyen à lutter contre les effets de la crise sur le secteur social, la Banque mondiale fournit une assistance financière à l'éducation et la santé. Le financement destiné à l'éducation atteint 4,09 milliards de dollars.⁶

- *Conseils politiques pour protéger le financement public destiné à l'enseignement tertiaire*

Les expériences tirées des précédentes récessions économiques montrent que les gouvernements ont plus facilement tendance à réduire le financement dans les secteurs sociaux (santé, éducation, etc.) que dans d'autres secteurs. La Banque mondiale peut aider les ministères et autres agences concernées à faire en sorte de maintenir voire même d'augmenter le budget dédié à l'enseignement et à la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur. A travers la formation de diplômés qualifiés et la production

5. Hvistendahl, M. (April 17, 2009). "Presidents of Asian Universities call for more international partnerships." *The Chronicle of Higher Education*. 55 (34) p. 22

6. Banque mondiale. (April 24, 2009). Global Crisis Prompts Big Rise in World Bank Health and Education Financing – AIDS Drugs Could Be in Short Supply. Communiqué de presse. Washington D.C. 18/08/2009 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:22155700~menuPK:34463~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:4607,00.html>



de recherches pertinentes, l'enseignement tertiaire contribue à la hausse des innovations et de la productivité susceptibles à leur tour d'aider les pays dans leurs efforts visant à accélérer la croissance et à sortir de la crise économique.

- *Dialogue politique sur les réformes structurelles*

Les crises économique et financière ne doivent pas être uniquement considérées comme des périodes de difficultés accrues mais également comme la possibilité de mettre en œuvre des réformes structurelles qui seraient autrement difficiles à envisager sur le plan politique. A travers le dialogue politique avec les gouvernements et les parties prenantes, la Banque mondiale peut faciliter la prise en compte des changements clés dans la manière dont les ressources sont mobilisées, allouées et utilisées, en vue de mettre en place des stratégies de financement plus durables pour l'enseignement tertiaire.

Conclusion

Il peut paraître contre-intuitif d'imaginer que l'impact de la crise sur l'enseignement tertiaire puisse être considéré comme un développement positif. Bien entendu, le travail global réalisé par la Banque mondiale a porté sur les défis et les préoccupations. Mais, pour citer Paul Romer (Université de Stanford) : « une crise est une terrible chose à gâcher ». Instrument de relance permettant d'encourager l'innovation et les opportunités, l'éducation est un puissant contrepoint à la crise et il est donc impératif que les parties prenantes de l'enseignement supérieur considèrent les opportunités et les défis en réponse à la crise. Grâce aux soutiens appropriés, l'enseignement supérieur a le potentiel de sortir de la crise en étant plus adapté et plus valorisé que jamais, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu moyen.



Enseignement supérieur et crise financière mondiale : le cas de l'Université du Ghana, Legon

par **Clifford Nii Boi Tagoe**, Vice-chancelier, Université de Ghana, Legon, Ghana
(cnbtageo@ug.edu.gh)



Introduction

La crise économique mondiale persistante a touché toutes les industries et tous

les secteurs économiques de l'ensemble des pays industrialisés et a provoqué des revers de fortune considérables dans la vie de millions de personnes. L'enseignement supérieur n'a pas été immunisé contre cette récession. Les universités publiques et privées ont constaté la réduction drastique de leurs dotations, le déclin du financement des gouvernements et l'incapacité des étudiants à obtenir des prêts, éléments vitaux pour pouvoir s'inscrire dans la plupart des universités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, en Australie et en Europe. Naturellement, on pouvait s'attendre à ce que l'Université du Ghana soit affectée par la récession, étant donné sa taille et sa complexité.

Totalement autonome depuis 1961, l'Université du Ghana est la plus importante du pays et regroupe une population de 33 039 étudiants, un personnel enseignant et administratif de 950 membres et un personnel auxiliaire de 4 600 membres. L'Université comprend deux collèges, six facultés, deux écoles, une ville-campus, cinq instituts, plus de 90 départements et centres, et est également affiliée à plusieurs établissements.

Cet article examine les effets de la crise sur l'Université dans la période allant de 2007, l'année précédant la crise, à 2008-2009, les années où la crise s'est manifestée. L'analyse s'attachera à évaluer les effets de la crise (le cas échéant) sur :

- Les revenus de l'Université
- L'inscription des étudiants parrainés (payant des frais d'inscription), dont les étudiants étrangers

- Le recrutement du personnel académique

(I) Les sources de revenus de l'Université

L'Université du Ghana est financée en grande partie par l'Etat. Le gouvernement alloue des fonds pour les émoluments et le développement des infrastructures. Les autres sources de revenus comprennent les frais d'inscription des étudiants étrangers, les bourses de recherche et les dons d'organismes et d'institutions externes.

Les comptes non audités de l'Université entre 2007 et 2009 ne montrent pas de réduction significative du soutien du gouvernement pendant la période considérée. Les recettes sont passées de 65,8% des revenus totaux en 2007 à 68,1% en 2008, diminuant de 1,7% en 2009.

(II) Financement extérieur des projets de recherche

Le soutien du gouvernement ne permet pas de répondre aux besoins de l'Université. Le manque à gagner, situé entre 32% et 35%, est compensé par les frais d'inscription des étudiants, notamment des étudiants étrangers, et par les donations qui permettent de soutenir la recherche et les activités similaires. Au cours de la période considérée, les donations pour la recherche émanant de l'étranger n'ont pas montré de baisse significative. Au contraire, les donations ont en réalité enregistré une hausse de 71,6% entre 2007 et 2008 et de 47,2% entre 2008 et 2009, indiquant ainsi que l'Université concentre davantage d'efforts sur la collecte de fonds.

(III) Etudiants parrainés

L'Université a l'intention d'admettre 10% d'étudiants originaires d'un autre pays que le Ghana. Les étudiants parrainés paient la totalité des frais d'inscription. L'établissement n'a pas encore atteint cet objectif mais certains indicateurs, comme le montre le tableau ci-dessous, suggèrent que la récession économique n'a pas empêché les étudiants non ghanéens de rejoindre Legon.

(IV) Recrutement du personnel académique

En Europe et en Amérique du Nord, la crise a entraîné un fort taux de chômage au sein d'un grand nombre d'organisations, dont les universités. Une nouvelle fois, ceci n'a pas été le cas pour l'Université du Ghana. Au cours de la période considérée, Legon a en effet augmenté la capacité de son personnel académique ; les nouvelles recrues sont passées de 4,2% à 4,4% de la totalité du personnel académique en 2009.

L'Université compte encore des postes vacants. Le défi est de pourvoir des postes alors que les salaires du secteur public ne sont pas suffisamment compétitifs pour attirer des candidats qualifiés. Il s'agit d'une mission que l'Université tente de mener à bien.

Comment l'Université du Ghana peut-elle utiliser la crise du crédit actuelle pour renforcer ses programmes académiques ?

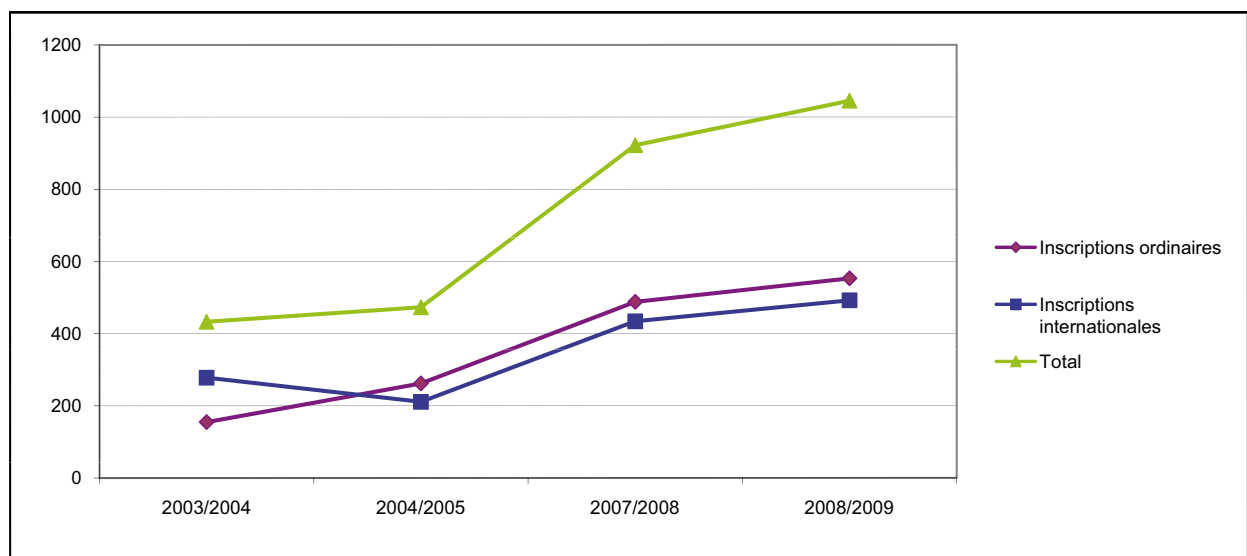
Heureusement, l'Université est en bonne position pour tirer profit de la crise actuelle. Ses ratios de dettes sont faibles. Elle ne dépend pas des revenus de dotation pour assumer les coûts d'exploitation. On note une élasticité de la demande concernant les places disponibles. Ces cinq dernières années,

Legon ne pouvait pas admettre plus de 55% des candidats diplômés ; l'Université en a admis 55% en 2008-2009. La structure des frais d'inscription de l'Université a été maintenue à un faible niveau et présente une certaine flexibilité permettant des augmentations modestes sans compromettre l'Université dans son rôle de fournisseur national d'éducation de grande qualité.

En ce qui concerne sa capacité à attirer l'intérêt de nouveaux enseignants potentiels, l'Université est très réputée dans la communauté universitaire et s'engage à soutenir les enseignants dans leur développement professionnel personnel au sein d'un environnement pédagogique solide.

La crise a transformé le marché des universitaires en Amérique du Nord et au Royaume-Uni. Un article récent du *New York Times* montre que près des trois-quarts de l'ensemble des enseignants aux Etats-Unis sont soit sous contrat, soit professeurs adjoints à temps partiel. L'article indique qu'il s'agit pour la plupart d'universitaires expérimentés et très bien formés cherchant désespérément à enseigner dans un environnement universitaire. En effet, une annonce récente de l'Université du Ghana parue dans le *Chronicle of Higher Education* concernant des postes vacants dans le Département de philosophie a attiré plus de 120 candidats, dont 74,6% sont titulaires d'un doctorat obtenu dans des universités prestigieuses.

L'Université du Ghana n'a pas ressenti les effets néfastes de la crise. Au contraire, la crise a été l'opportunité de recruter un personnel très qualifié en dehors de ses frontières. L'établissement s'est désormais engagé dans une importante révision de ses programmes, à la suite d'une visite en 2007. Il est prévu que cette révision permette à l'établissement de mettre en avant ses atouts et ses opportunités.



Inscription des étudiants internationaux à l'Université du Ghana : 2003-2009



L'impact de la récession économique mondiale sur la diversité aux Etats-Unis

par **Gailda Pitre Davis**, Directrice associée, Center for Advancement of Racial and Ethnic Equity, American Council on Education (ACE), Etats-Unis, (gailda_davis@ace.nche.edu)



Les gros titres déclarant « La diversité en prend un coup en temps de crise »⁷ et « La récession dresse

une autre barrière entre les collèves et les étudiants issus de minorités ethniques »⁸ sont un appel à l'action pour ceux d'entre nous qui luttent continuellement pour l'équité raciale dans l'enseignement supérieur. A l'heure où les Etats-Unis deviennent un pays de plus en plus éclectique, les campus consentent moins d'efforts dans de nombreux domaines, y compris en matière de diversité. En période d'instabilité économique, l'Histoire nous montre que les populations à faible revenu et les minorités raciales (Afro-américains, Hispaniques, Amérindiens, Américains originaires d'Asie-Pacifique) ont plus à craindre que les autres en termes d'accès et de réussite dans l'enseignement supérieur. Toutefois, avant d'analyser la cause fondamentale de cette situation, nous devons d'abord comprendre le paysage économique national de l'enseignement supérieur.

Conséquence de la crise économique mondiale, les établissements ont souffert de la baisse de plusieurs flux financiers. D'après la National Association of College and University Business Officers (NACUBO)-Commonfund Study of Endowments, les dotations des établissements ont baissé de 18,7% pour l'année fiscale 2009. Au niveau des Etats, le soutien financier disponible pour les établissements a également diminué, baisses qui, d'après l'American Association of State Colleges and Universities, pourraient orienter une grande partie de l'action politique au sein des établissements publics, dans le cadre des *10 politiques d'Etat prioritaires initiées dans l'enseignement supérieur pour 2010*⁹. La baisse des donations des anciens élèves, des bailleurs de fonds individuels, des entreprises et des fondations compliquent encore plus la situation des établissements. Selon un rapport du Council for Aid to Education, les donations destinées aux collèves à l'échelle nationale avaient diminué de près de 12% au cours de l'année fiscale précédente.

Ces baisses pourraient obliger les établissements à dépendre plus largement des frais d'inscription. Néanmoins, étant donné la situation économique actuelle du pays, il serait très problématique de tenter d'augmenter les frais d'inscription. A l'heure où les établissements sont affectés par la réduction des financements, ces derniers sont également appelés à puiser dans les coffres pour venir en aide à un nombre

croissant d'étudiants, les prêts aux étudiants étant moins facilement disponibles en raison principalement de la récession économique. Cette convergence inopportune de besoins financiers accrus et de ralentissements économiques a engendré des défis à la fois pour les établissements et les étudiants. En conséquence, ceux qui se sont historiquement battus pour avoir les moyens d'entrer au collège – une population composée en grande partie d'étudiants à faible revenu issus de minorités raciales – auront encore plus de difficultés à le faire.

En matière de réussite, de nombreux ouvrages indiquent l'importance des programmes adaptés sur le plan culturel et des services de soutien destinés aux étudiants issus de minorités ethniques.¹⁰ Malheureusement, la crise économique menace de porter atteinte aux initiatives destinées à accroître la compétence interculturelle de tous les étudiants ainsi qu'aux programmes créés pour soutenir la réussite des étudiants issus de minorités ethniques – programmes auxquels beaucoup de personnes ont attribué la majeure partie de l'augmentation de l'inscription et de la rétention des étudiants au cours des récentes décennies. Les individus chargés de sauvegarder l'accès et la réussite des étudiants issus de minorités ethniques doivent se préparer à d'autres défis et explorer de nouvelles voies pour poursuivre les avancées relatives à la représentation des minorités dans l'enseignement supérieur américain.

Une manière d'assurer la continuité du succès et la viabilité des efforts en termes de diversité est d'institutionnaliser ces efforts au sein de l'enseignement supérieur. La mise en place de plans stratégiques, le remaniement des missions institutionnelles, l'élargissement des objectifs d'apprentissage pour les étudiants (tous les étudiants) sont des mécanismes permettant de faire avancer ces efforts. Bien que le processus de formulation et de mise en œuvre d'un tel changement puisse être laborieux, le jeu en vaut la chandelle car il renforce la notion selon laquelle intégrer totalement la diversité dans la mission académique centrale d'un établissement valorise l'expérience éducative de l'ensemble des étudiants.

Nous vivons dans une société de plus en plus hétérogène et mondialisée. Notre nation regroupe des individus représentant des cultures du monde entier, créant ainsi une demande pour un dialogue approfondi sur l'importance de la compétence interculturelle et de la compréhension multiculturelle pour les étudiants, dont la plupart incarnent la diversité au sein de nos établissements. Nous devons trouver les moyens de s'assurer

7. Gose, B. (11 octobre 2009). Diversity takes a hit during tough times. *The Chronicle of Higher Education*.

8. Simon, A. (9 février 2010). Recession puts another barrier between college, minority students. *The Greenville News*.

9. American Association of State Colleges and Universities. (2010). *Top 10 higher education state policy issues for 2010*. Washington, DC: American Association of State Colleges and Universities.

10. Par exemple, voir Gaither, G. H. (Ed.). (2005). What works: Achieving success in minority retention. *New directions for institutional research* (No. 125). San Francisco: Jossey-Bass; Ford, C. A. (Ed.). (1996). *Student retention: Success models in higher education*. Tallahassee, FL: CNJ Associates; Rendon, L. I., Garcia, M., & Person, D. (Eds.). (2004). *Transforming the first year of college for students of color*. Columbia, SC: University of South Carolina.

que les étudiants deviennent des citoyens responsables dans notre société mondiale du 21^{ème} siècle, en garantissant notamment d'être au contact de plusieurs cultures et d'enseigner les compétences interculturelles nécessaires pour favoriser les relations entre des individus différents les uns des autres. Des efforts systématiques et institutionnalisés créeront non seulement un environnement accueillant et favorable aux étudiants d'origines raciales diverses mais assureront également que chaque étudiant vive une expérience éducative positive et productive.

L'enseignement supérieur américain a lourdement souffert de la récession et, par voie de conséquence, les établissements

ont dû serrer leurs ceintures financières tout en continuant de promouvoir les idéaux académiques. Toutefois, ceci n'implique pas la fin de la diversité dans l'enseignement supérieur à condition que les établissements décident de poursuivre leur travail dans ce domaine. Des efforts intentionnels visant à institutionnaliser la diversité sont impératifs si nous voulons préserver les bénéfices des trente dernières années en termes d'inscription et d'octroi de diplômes aux minorités raciales. Etant donné l'évolution de la démographie américaine, la capacité à aller de l'avant en continuant de produire des populations étudiantes diverses contribuera grandement à la réussite du pays.



Crise économique mondiale : l'Internationale de l'Éducation s'exprime

par **Monique Fouilhoux**, Secrétaire générale adjointe, Internationale de l'Éducation, Belgique
 (Monique.Fouilhoux@ei-ie.org)

Dans le contexte actuel de crise économique, financière et sociale mondiale, les universités et leur personnel doivent faire face à des contraintes majeures. Il apparaît déterminant de prendre à la fois conscience de l'impact réel de la crise mondiale et des menaces futures qui pèsent sur les universités.

L'Internationale de l'Éducation (IE), la fédération mondiale de syndicats représentant les enseignants à tous les niveaux d'enseignement, de l'éducation de la petite enfance à l'enseignement supérieur, a examiné l'impact de la crise sur le secteur de l'éducation et donc sur l'ensemble des enseignants, des professeurs et du personnel de l'ES. Ayant pour objectif de lutter contre les répercussions négatives de la crise économique mondiale, l'IE a lancé une campagne intitulée *Levez la main pour l'éducation*. Cette initiative implique de tâcher de convaincre les gouvernements d'investir dans l'éducation pour apporter une réponse stratégique à la crise et non de réduire leurs investissements. Investir dans une éducation publique de qualité est après tout un facteur clé permettant de préparer le terrain pour la reconstruction après la crise. A travers son initiative *Levez la main pour l'éducation*, l'IE a également aidé ses syndicats d'enseignants affiliés à lutter contre les effets de la crise. Les organisations membres de l'Internationale de l'Éducation ont partagé leur expertise et leurs bonnes pratiques sur ce sujet afin de contribuer au matériel de campagne. En se basant sur les meilleures pratiques ayant cours en Europe centrale et orientale, elles ont élaboré une stratégie pour que les syndicats d'enseignants sortent de la crise.

Les universités ont une *responsabilité clé* et un *rôle clair* à jouer dans l'élaboration de solutions pour répondre à la crise. En particulier, les universités qui disposent d'un grand nombre de programmes économiques et financiers – notamment les

MBA – et qui étaient incapables de prédire que la crise aurait lieu aujourd'hui ont la grande responsabilité de réformer les concepts et les principes traditionnels inculqués à leurs étudiants. Il est fondamental que ces universités inculquent à leurs étudiants le sens de la responsabilité sociale et les sensibilisent aux répercussions des risques pris par le secteur financier aux seules fins du profit économique.

A plus grande échelle, les universités ont un rôle essentiel à jouer dans les négociations avec les autorités gouvernementales afin de garantir le financement continu et durable de l'enseignement supérieur et l'accès à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, en particulier pour les étudiants issus de milieux socio-économiques pauvres. Les universités ont également la responsabilité de protéger la liberté académique et de garantir de bonnes conditions de travail pour le personnel enseignant et le personnel de recherche afin d'assurer un enseignement supérieur de qualité pour leurs étudiants. Seul un enseignement supérieur de qualité, qui dispense un ensemble approprié de compétences pour la période de reconstruction après la crise, permet aux pays d'espérer ne plus avoir à faire face à une autre crise mondiale à l'avenir.

Il est crucial pour les universités de s'engager auprès des syndicats d'enseignants qui travaillent sans relâche à travers le monde pour trouver des solutions face à la crise. Leur objectif est d'assurer la relance sociétale, à la fois en tant que travailleurs de la sphère publique et en tant que groupe dont le rôle est déterminant en vue de développer les capacités critiques des étudiants et faire avancer les connaissances et l'innovation au sein de la société. Nos syndicats d'enseignants et nos syndicats de l'enseignement supérieur sont désireux de travailler aux côtés des universités, en conduisant à la fois des travaux de recherche sur la crise et en préconisant le financement durable de l'enseignement supérieur public.



Dans un cadre sociétal plus large, les universités s'efforcent à la fois de protéger leur propre autonomie mais également la liberté académique des universitaires. Il s'agit là d'un principe central de la *Recommandation concernant le statut du personnel enseignant de l'enseignement supérieur*, adoptée par l'UNESCO en 1997, qui reconnaît la liberté académique à la fois comme un droit et une responsabilité des universitaires dans le contexte plus large du développement sociétal. Les tendances vers une plus grande privatisation et une plus grande efficacité sous le prétexte de « faire plus avec moins », facteurs qui sont à la base de la crise actuelle, entraînent des pressions accrues sur les universitaires, en particulier à travers la limitation du temps et des fonds consacrés à la recherche. Lorsque les coupes budgétaires ont été appliquées et que des fonds alternatifs ont été alloués pour le financement des universités, les universitaires se retrouvent très souvent dans une situation où leur droit à la liberté académique est bafoué.

La finance au service du bien commun Manifeste de l'Observatoire de la Finance « Pour une finance au service du bien commun »

par **Paul H. Dembinski**, Directeur, Observatoire de la Finance, Genève, Suisse, (office@obsfin.ch)

La crise actuelle n'est pas qu'économique mais touche tout le système. Il ne s'agit pas simplement de remettre le secteur financier sur les rails de l'économie « réelle ». La crise est le résultat de la pression croissante qui, année après année, a considérablement fragilisé les assises matérielles, sociales, intellectuelles et éthiques d'un système socio-économique basé sur la liberté politique et économique. Si cette crise systémique n'est pas rapidement et correctement désamorcée, elle risque de discréditer l'économie de marché dont la vocation première est de promouvoir la dignité et le bonheur des humains.

Plus intense les dernières décennies, le processus de financiarisation a transformé la face du monde et débouché sur le triomphe quasi-absolu de la transaction sur la relation. La finance contemporaine a triomphé car elle s'est attachée à louer la quête du « gain en capital » – l'utilisation de transactions en vue de réaliser des retours sur investissement futurs avec effet immédiat. En parallèle, la patience, la loyauté, la durée et la confiance, piliers de la relation se sont détériorées, favorisant la montée de la méfiance. Pendant un temps, les liquidités nécessaires pour opérer des transactions ont masqué cette réalité mais, courant 2007, les marchés moins organisés se sont tout à coup retrouvés à court de liquidités et la confiance en a pâti. Le marché libre, fondé sur le sens de la responsabilité des acteurs, est sur le point de laisser place à un marché « cupide » qui à son tour appelle à une recrudescence des contrôles, des règles et des procédures publiques et

En résumé, nous devons avoir pleinement conscience que la crise affecte l'enseignement supérieur et les universités qui sont à la fois victimes de la situation mais qui sont aussi les moteurs susceptibles d'y remédier. Les organisations syndicales d'enseignants devraient ainsi travailler de concert aux côtés des étudiants et des universités pour garantir que les traditions de longue date d'autonomie universitaire, de liberté académique et de gouvernance collégiale ne soient pas remises en cause par les contraintes économiques actuelles. Elles peuvent assurer ensemble que les générations actuelles et futures aient accès à un enseignement supérieur public de qualité, facteur déterminant si l'on souhaite garantir la prospérité et le progrès de nos sociétés futures.



© Observatoire de la Finance, Switzerland / Jean-Paul Bovée

privées. Ceci sera non seulement très coûteux mais accélérera encore la déresponsabilisation des acteurs.

La financiarisation (rapide montée en puissance des pratiques et techniques liées à la finance, et les attitudes et valeurs qu'elle engendre), a été grandement facilitée par la justification politique de la dérégulation ainsi que par les « lois », les « théorèmes » et autres avancés par les Prix Nobel sous couvert de rationalité financière. Le rouleau compresseur de l'« éthos de l'efficacité », validé par des vérités scientifiques prétendument démontrées, a progressivement mis à mal les résistances éthiques et morales. Ceci met en lumière les origines de la crise actuelle qui révèle des frictions systémiques plus profondes.

Ce diagnostic suggère que les valeurs fondamentales de liberté de jugement, de responsabilité et de solidarité, constitutives du bien commun et sans lesquelles une société libre ne saurait subsister, sont aujourd'hui menacées. Il ne s'agit pas simplement d'une question de « capitalisme au visage moral ». L'économie doit être remise à sa place, ce qui sous-entend une relation avec les gouvernements.

L'intégralité du texte du *Manifeste « Pour une finance au service du bien commun »* est disponible sur : www.obsfin.ch

Comprendre le dopage dans le sport pour renforcer la prévention



Renforcer les stratégies de prévention du dopage grâce à la recherche en sciences sociales

Comprendre les différences fondamentales entre les sportifs qui ne se dopent pas et ceux qui le font en dépit des règles antidopage et des risques connus pour la santé, contribuera à renforcer l'efficacité des stratégies de prévention du dopage.

Le Programme de bourses de recherche en sciences sociales de l'Agence mondiale antidopage (AMA) a été créé pour contribuer au développement de programmes éducatifs par une approche scientifique. Depuis son lancement en 2005, **ce programme a financé 32 projets pour près d'un million de dollars américains.**

Programme général de bourses

Le **Programme général** vise à encourager la recherche en sciences sociales dans le domaine de l'antidopage et à fournir des informations scientifiques pour le développement des programmes éducatifs de l'AMA. Le Programme 2010 se concentrera sur les entraîneurs, la jeunesse et les politiques antidopage.

Programme de recherche ciblée

Le **Programme de recherche ciblée** a pour but de développer des stratégies efficaces de prévention du dopage.

Le Comité Education de l'AMA identifie des sujets de recherche en sciences sociales qui nécessitent une attention particulière.

Prix des jeunes chercheurs

Pour encourager des étudiants de niveau maîtrise à s'orienter vers le domaine de l'antidopage, l'AMA lance le **Prix des jeunes chercheurs**. Quatre prix de 2 000 dollars américains seront attribués chaque année pour récompenser des mémoires de recherche qui contribueront au développement de stratégies efficaces de prévention du dopage.

PUBLICATIONS

AIU Nouvelles publications

Higher Education Policy (HEP Volume 23.1 – Mars 2010)

Le dernier numéro de HEP porte sur différents thèmes. L'article de *Goldstein* examine l'entrepreneuriat universitaire, comparant les attitudes du corps enseignant à celles des responsables du transfert de technologie, et arrive à la conclusion que la commercialisation de l'université est loin d'être tenue pour acquise. *Pribbenow et al* examinent le processus de titularisation et les politiques d'extension qui prévalent à l'Université du Wisconsin-Madison, Etats-Unis, pour les enseignants qui en ont besoin pour des raisons spécifiques. S'appuyant sur une série d'entretiens, ils avancent l'hypothèse que les circonstances conduisant à l'extension de la pré-titularisation conditionnelle ont accentué leur mécontentement vis-à-vis du processus de titularisation. Dans son article, *Capano* examine l'évaluation et la responsabilité institutionnelle au sein du système d'enseignement supérieur italien, analysant comment l'évaluation a été mise en œuvre et comment la responsabilité institutionnelle a été gérée et à quelles fins. Dans son article, *Horta* examine la situation et le rôle joué par le Portugal dans l'internationalisation, dans le cadre d'une approche analytique sur l'importance des initiatives gouvernementales dans l'internationalisation de la science et de l'enseignement supérieur. Les programmes de Masters exécutifs proposés à l'Université de Tel-Aviv sont ensuite examinés par *Yogev*, dont la comparaison entre ces programmes et les masters « classiques » mène à la conclusion qu'il existe désormais deux poids deux mesures au sein de l'établissement. *Tham* examine ensuite la tendance du marché des services d'enseignement supérieur en Malaisie, dans la mesure où le pays fait désormais figure de concurrent inattendu dans le marché mondial des étudiants internationaux et cherche à devenir une plateforme régionale pour l'enseignement supérieur. Ce numéro de HEP se conclut par l'article primé pour **l'édition 2009 du Prix AIU / Palgrave**. *Jennifer Gidley et al*, de la RMIT et Victoria University, Australie, y examinent l'accès, le succès et la qualité, axant l'analyse sur l'enseignement supérieur australien tout en prenant en compte les précédents historiques européens et les problématiques internationales actuelles.



Higher Education Policy – licences de site disponibles

En tant que Membre de l'AIU, vous recevez déjà un exemplaire papier de la revue académique de l'Association, *Higher Education Policy*. Mais savez-vous que votre bibliothèque peut vous permettre **d'accéder en ligne à l'intégralité des articles en version HTML ou PDF**, 24 heures sur 24.

Pour les établissements, l'accès en ligne est disponible sous la forme d'une licence de site du Nature Publishing Group. Pour plus d'informations, demandez à votre bibliothécaire de contacter la personne responsable des ventes dans votre région : www.nature.com/libraries/contact_npg/index.html Pour plus d'informations sur *Higher Education Policy* et lire une partie des contenus, veuillez consulter : www.palgrave-journals.com/hep/

Rapport annuel 2009 de l'AIU

Le rapport annuel de l'AIU a été publié en février 2010 et présente un panorama complet des activités entreprises pendant une période de douze mois allant du 1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2009. Ce document bilingue offre une synthèse des projets et des initiatives de l'AIU et présente également certains des projets futurs et des événements à venir de l'Association développés en collaboration avec les Membres de l'AIU, le Comité exécutif et les Membres du Conseil d'administration de l'AIU, les Groupes de travail et les Groupes de référence de l'AIU, le personnel du Secrétariat et un large éventail de partenaires.



International Handbook of Universities

En tant que Membre de l'AIU, vous avez le droit à une **remise de 50%** sur le prix d'achat du **International Handbook of Universities**. Le **International Handbook of Universities** est le guide le plus complet sur l'enseignement supérieur dans le monde, fournissant des informations détaillées sur les établissements d'enseignement supérieur qui proposent au moins un diplôme postuniversitaire ou un diplôme professionnel en quatre ans. Des exemplaires peuvent être commandés en ligne en inscrivant les codes remise suivants : Clients en Amérique du Nord : code remise P650ED (www.palgrave-usa.com) Clients hors Amérique du Nord : code remise WIAU2009a (www.palgrave.com)



Le World Higher Education Database 2010 vient de paraître



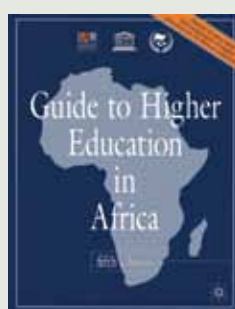
Measuring Success in the Internationalization of Higher Education

Hans de Wit, ed., publié par l'European Association for International Education (Document occasionnel 22 de l'EAIE), 2009, ISBN 978-90-7471-30-1 (www.eiae.org/publications)



Le Guide de l'enseignement supérieur en Afrique 2010,

finalisé grâce à la contribution de l'Association des universités africaines est maintenant disponible



Comme le montre le rapport de l'enquête mondiale 2006 de l'AIU intitulé *L'internationalisation de l'enseignement supérieur : nouvelles perspectives, nouveaux défis*, le paysage de l'enseignement supérieur international s'est transformé au cours des dix-quinze dernières années ; la dimension internationale et la position de l'enseignement supérieur sur la scène mondiale n'ont jamais été aussi importantes aux niveaux national, international et institutionnel. Ce rapport examine notamment la question de l'évaluation de l'internationalisation et propose différents exemples de méthodes, d'outils, de processus et d'expériences.

Autres publications

Quality Assurance and University Rankings in Higher Education in the Asia Pacific – Challenges for Universities and Nations

Sarjit Kaur, Morshidi Sirat et William G. Tierney, eds., publié par la Penerbit Universiti Sains Malaysia et le National Higher Education Research Institute, 2010, ISBN 978-983-861-444-3 (www.penerbit.usm.my)



Higher Education to 2030, Volume 2 – Globalisation

Stéphan Vincent-Lancrin et Kiira Kärkkäinen eds., publié par le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE/CERI), Educational Research and Innovation Series 2009, ISBN 978-92-64-05660-2 (www.oecd.org/publishing/corrigenda)



En raison du caractère de plus en plus transnational de l'enseignement supérieur, les systèmes d'enseignement supérieur sont confrontés à de nouveaux défis tels que la massification de l'enseignement supérieur, la baisse du financement public, la commercialisation des activités de l'enseignement supérieur et la concurrence accrue entre les universités aux niveaux régional, national et international. En cette période marquée par la concurrence, la normalisation et l'assurance qualité sont devenus extrêmement importantes. Le principal objectif de cet ouvrage est de poser un regard critique sur les problèmes actuels et émergents ayant un impact sur les méthodologies utilisées pour mesurer la qualité de l'enseignement supérieur en Asie-Pacifique. Les auteurs critiquent les systèmes de classement mondial actuels et suggèrent des stratégies durables permettant de mesurer la qualité des systèmes d'enseignement supérieur dans des pays et des établissements spécifiques.

L'enseignement supérieur et la recherche jouent un rôle majeur dans la réponse des pays à la mondialisation. Ils offrent simultanément une réponse et une scène pour la concurrence mondiale, la collaboration, la mobilité et les rencontres interculturelles. Cet ouvrage explore les récentes tendances des systèmes d'enseignement supérieur liées à la mondialisation et envisagent des scénarios futurs concernant leur évolution. Il porte sur trois domaines problématiques : l'enseignement supérieur transfrontalier, les tendances de gouvernance de l'enseignement supérieur résultant de la mondialisation et les forces supposées et réelles qui alimentent la concurrence et la collaboration au niveau mondial. Cet ouvrage met l'accent sur le futur rôle des forces du marché, de la mobilité et de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur des pays de l'OCDE, à la fois d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

PUBLICATIONS

University Research for Innovation

Luc E. Weber et James J. Duderstadt eds., publié par Economica Ltd., Glion colloquium Series No. 6, 2010, ISBN 978-2-7178-5797-9 (www.glion.org/pub_2010_innovation.html)

L'innovation est devenue la clé de la prospérité et du bien-être social, non seulement en Europe et en Amérique du Nord mais également au-delà. L'économie d'aujourd'hui doit non seulement s'appuyer sur le leadership et l'innovation mais aussi sur des citoyens instruits capables d'explorer de nouvelles voies en matière de technologie, de talent et de capital. L'ouvrage déclare que l'enseignement supérieur doit coopérer avec l'industrie et le gouvernement pour créer un climat favorisant le développement de l'innovation. Le livre 1. introduit l'innovation sous l'angle économique, technologique et social ; 2. traite de l'innovation générée par les politiques d'innovation nationales des universités de recherche et du secteur industriel, et 3. compare les points de vue des leaders universitaires sur la manière dont les caractéristiques nationales et institutionnelles façonnent les stratégies d'innovation. Les parties 4 et 5 portent sur l'innovation aux niveaux national et institutionnel et traitent du caractère intellectuel de l'innovation et de son lien avec la mission de l'université. Les auteurs viennent de partout autour du monde.



Collaborative Doctoral Education – University-Industry Partnerships for Enhancing Knowledge Exchange

Lidia Borell-Damian, publié par l'European University Association, Projet Doc-Careers, 2009, ISBN 978-9-0789-9713-9 (www.eua.be)

Les programmes collaboratifs de doctorat peuvent être considérés comme les modèles de travail du « triangle de la connaissance » par lequel l'enseignement, la recherche et l'innovation sont associés via des partenariats université-industrie dans un cadre commun propice au développement de compétences et de connaissances de pointe. L'objectif est d'élargir les capacités des universités à développer des partenariats en vue de permettre de renforcer leurs missions conduites dans des activités d'enseignement, de recherche et d'innovation. Le Projet « Doc-Careers » encourage les universités européennes à atteindre cet objectif. Le rapport du projet propose une introduction générale du thème cible et des données détaillées sur les résultats et la mise en œuvre des processus entrepris.



The Unchosen Me – Race, Gender, and Identity Among Black Women in College

Rachelle Winkle-Wagner, publié par The Johns Hopkins University Press, 2009, ISBN 978-0-8018-9354-4 (www.press.jhu.edu)

Les inégalités raciales et les inégalités hommes-femmes persistent entre les étudiants, malgré les efforts continus consentis pour les combattre. L'ouvrage présente les histoires de 30 étudiantes afro-américaines ayant participé à une série de groupes cibles, appelés « cercles des sœurs », qui luttent pour définir et préserver leurs identités nationales pendant leurs années d'études. L'ouvrage examine leurs expériences et les pressions identitaires qu'elles rencontrent à la fois sur le campus et en dehors. Il définit une nouvelle notion théorique de l'identité, de la race et du sexe à travers l'analyse et l'application empirique de son concept et propose en dernier lieu un fondement théorique alternatif relatif à l'évolution des étudiants.



Implementation of the Standards and Guidelines for Quality Assurance in Higher Education in the Central and Eastern-European Countries – Agenda Ahead

Jana Kohoutek (ed.), publié par l'UNESCO-CEPES, Etudes sur l'enseignement supérieur, 2009, ISBN 92-9069-189-1 (www.cepes.ro)

La qualité de l'enseignement supérieur s'est révélée être au cœur du processus d'établissement de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES) et est devenue un thème majeur de la recherche sur l'enseignement supérieur, comme en témoignent les publications d'universitaires reconnus dans ce domaine. Toutefois, les universitaires ont analysé jusqu'ici les politiques et les études liées à l'enseignement supérieur et à l'assurance qualité principalement en Europe occidentale, et leur attention s'est nettement moins portée sur la région d'Europe centrale et orientale. Cet ouvrage tente de combler cet écart : des experts de l'assurance qualité issus de Lettonie, de Hongrie, de Pologne, de Slovaquie et de République tchèque analysent ainsi le développement de l'assurance qualité entre 2004 et 2008 dans ces pays en mettant l'accent sur « les normes et les directives de l'assurance qualité dans l'EEES ».



Higher Education Reforms Institutional Restructuring in Asia

N. V. Varghese (ed.), publié par l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP), 2009, ISBN 978-92-803-1335-2 (www.iiep.unesco.org)



Les établissements d'enseignement supérieur introduisent des mesures de réforme visant à améliorer leur efficacité opérationnelle depuis que l'enseignement supérieur est devenu l'un des segments ayant connu la croissance la plus rapide au sein du secteur de l'éducation et que cette expansion s'accompagne de la diversification des prestataires, des étudiants, des programmes et du changement des sources et modes de financement qui représentent tous des défis pour la gestion du système. Toutes ces réformes présentent un pont commun dans le sens où elles privilégient le marché au contrôle de l'Etat. Cette nouvelle orientation entraîne une restructuration institutionnelle perçue comme un changement à la fois par le gouvernement et la direction des établissements. Cet ouvrage porte sur la restructuration institutionnelle de l'enseignement supérieur en Asie et est le résultat d'un programme de recherche initié par l'IIEP. Il se concentre essentiellement sur cinq pays : Indonésie, Malaisie, Mongolie, Thaïlande et Vietnam. L'ouvrage fait état des études réalisées par des équipes nationales sur la mise en œuvre du processus de restructuration.

La Série Enseignement supérieur du Conseil de l'Europe – Publications de la Division Enseignement supérieur et recherche du Conseil de l'Europe

Cette **Série** reflète les débats actuels sur l'enseignement supérieur en Europe. Lancée en 2004, elle a pour objectif principal d'explorer les questions qui préoccupent les décideurs dans les ministères, les établissements d'enseignement supérieur et les organisations non gouvernementales ainsi que les représentants d'étudiants. Ces publications présenteront un intérêt pour tous ceux qui se sentent concernés par le développement et l'avenir de l'enseignement supérieur en Europe.

Les thèmes abordés reflètent l'engagement du Conseil de l'Europe à l'égard des valeurs fondamentales de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit ainsi que sa conviction que l'éducation et l'enseignement supérieur jouent un rôle clé dans le développement d'une culture démocratique, sans laquelle les sociétés démocratiques

ne peuvent pas s'épanouir, et dans le développement des compétences, de la connaissance et des valeurs requis par la complexité des sociétés modernes.

Liste des publications (titres cependant disponibles uniquement en anglais:

1. L'université en tant que republica – gouvernance de l'enseignement supérieur, participation des étudiants, l'université comme lieu de citoyenneté (2004)
2. Le rôle des pouvoirs publics dans l'enseignement supérieur et la recherche (2005)
3. Normes pour la reconnaissance : la Convention de reconnaissance de Lisbonne et ses textes annexes (2005)
4. Reconnaissance dans le Processus de Bologne : développement des politiques et voie vers la bonne pratique (2006)
5. La Gouvernance de l'enseignement supérieur entre culture démocratique, aspirations académiques et forces du marché (2006)
6. Qualifications : introduction à un concept (2007)
7. Le patrimoine des universités européennes (2007)
8. Enseignement supérieur et culture démocratique : citoyenneté, droits de l'homme et responsabilité citoyenne (2008)
9. Garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur : quelle légitimité ? (2008)
10. Les nouveaux défis dans le domaine de la reconnaissance (2008)
11. Le dialogue interculturel sur les campus universitaires (2009)
12. Améliorer la reconnaissance dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur : une analyse des plans d'action nationaux (2010)
13. Promouvoir les attitudes envers la reconnaissance : différences substantielles à l'ère de la mondialisation (2010)
14. Faire avancer la pratique démocratique. Un guide d'auto-évaluation de l'enseignement supérieur (2010)
15. Enseignements supérieur et sociétés modernes : compétences et valeurs (à venir)

Le Conseil de l'Europe offre une **remise de 25%** aux Membres de l'AIU qui commandent la série complète **avant le 30 juin 2010**. Cette offre s'applique uniquement si vous commandez directement sur le site des Editions du Conseil de l'Europe : publishing@coe.int ou par fax : +33(0)3 88 41 39 10.

Pour commander d'autres publications, voir : la Librairie en ligne du Conseil de l'Europe : http://book.coe.int/FR/catalogue.php?PAGEID=59&lang=FR&produit_aliasid=2469



Avril 2010

19-20	<i>Spanish Presidency of the EU – Madrid, Espagne</i> Internationalization of Higher Education. A Foresight Perspective for 2020 and Beyond www.educacion.es
21-23	<i>CONAHEC – Houston, Etats-Unis d'Amérique</i> XIII North American Higher Education Conference: Innovation in International Higher Education Collaboration: Creating Opportunities in Challenging Times www.conahec.org/conahec/Conferences/Houston2010/english/EN_Description.html
22-23	<i>EUA – Université de Bologne, Italie</i> Towards Financially Sustainable Universities II: Diversifying Income Streams www.eua.be
25-27	<i>ACU – Cape Town, Afrique du Sud</i> ACU Conference of Executive Heads: Universities and the Millennium Development Goals www.acu.ac.uk/conferences/Cape_Town_2010

Mai 2010

07	<i>Modern Conference, Amsterdam, Pays-Bas</i> Assuring the Quality of Internationalization www.highereducationmanagement.eu
16-18	<i>ACA – Cordoba, Espagne</i> Brains on the Move: Gains and Losses from Student Mobility and Academic Migration www.aca-secretariat.be
26-28	<i>elearning Africa – Lusaka, Zambie</i> 5th International Conference on ICT for Development, Education and Training www.elearning-africa.com/index.php/
27-28	<i>Karlsruhe, Allemagne</i> Developing Human Capital for Sustainable Economies www.etchgermany.com/HCCConference.pdf
28-30	<i>EUREDACS – Université de Lausanne, Suisse</i> Deconstructing the Europeanization Processes of Higher Education and Research www.unil.ch/webdav/site/osps/shared/CallEuredocs.pdf
30-04 Juin	<i>NAFSA – Kansas City, Etats-Unis d'Amérique</i> The Changing Landscape of Global Higher Education www.nafsa.org/annualconference/default.aspx
31-01 Juin	<i>Universia – Guadalajara, Mexique</i> 2^e Rencontre des recteurs: Pour un espace ibéroaméricain de la connaissance responsable http://encuentroguadalajara2010.universia.net
31-04 Juin	<i>AMSE-AMCE-WAER – Monterrey, Mexique</i> 16th Congress of the World Association of Educational Sciences http://amce-monterrey2010.org/amce

Juin 2010

09-12	<i>EDEN – Valencia, Espagne</i> EDEN 2010 Annual Conference: Media Inspirations for Learning. What makes the impact? www.eden-online.org
10-12	<i>ENIEDA – Université du Montenegro</i> CLIE 2010: Linguistic and Cultural Diversity within European Learning Communities: Cross-Cultural and Transnational Perspectives www.uab.ro/sesiuni_2010/CLIE_2010
14-16	<i>CIUEN – Strasbourg, France</i> Colloque international de l'Université à l'ère du Numérique www.ciuen.fr
25-26	<i>Université Mykolas Romeris – Vilnius, Lituanie</i> Conférence annuelle de l'AIU : Les sciences sociales, valeurs et éthique à l'ère de la globalisation http://iauconference.home.mruni.eu/

Août 2010

25-27	<i>ECER – Helsinki, Finlande</i> Education and Cultural Change www.eera-ecer.eu/ecer/ecer2010
28-01 septembre	<i>IEASA – University of the Witwatersrand, Afrique du Sud</i> Current and Future Contributions of Higher Education Internationalization in Africa's Development www.wits.ac.za/conference/ieasa2010

Septembre 2010

01-04	<i>EAIR – Technical University of Valencia, Valencia, Espagne</i> 32nd Annual EAIR Forum: Linking Society and Universities: New Missions for Universities www.eair.nl
13-15	<i>OECD – Paris, France</i> Higher Education in a World Changed Utterly: Doing More with Less www.oecd.org
15-18	<i>EAIE – Nantes, France</i> 22nd Annual Conference: Making Knowledge Work www.eaie.org/nantes/
27-29	<i>Universidad del Salvador, Buenos Aires, Argentine</i> The Social and Ethical Commitment of Universities: International and Regional Perspectives and Challenges www.salvador.edu.ar/congreso/

Octobre 2010

20-24	<i>Çanakkale Onsekiz Mart University, Çanakkale, Turquie</i> World Universities' Congress: What should be the New Aims and Responsibilities of Universities within the Framework of Global Issues www.comu.edu.tr/unicongress2010/
-------	---

Avril 2011

11-12	4^e réunion mondiale des Associations de l'AIU sur L'internationalization de l'enseignement supérieur : nouveaux acteurs, nouvelles approches <i>Organisée conjointement avec l' Association des Universités indiennes (AIU) et le Indian Institute of Information Technologies (IIIT), New Delhi, Inde</i>
-------	---

Novembre 2011

17-18	<i>Université Kenyatta, Nairobi, Kenya</i> IAU 2011 International Conference on: Strategies for Securing Equity in Access and Success in Higher Education
-------	---

Novembre 2012

12-18	<i>AIU & Interamerican University of Puerto Rico – San Juan, Etats-Unis d'Amérique</i> 14^e Conférence générale de l'AIU Thème à confirmer
-------	---

Pour faire paraître un événement dans ce Calendrier des réunions, merci de prendre contact avec l'AIU.



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS (AIU) - BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS. AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

AIU HORIZONS : Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Hilligje van't Land, *drès Lettres*, Directrice, Adhésions et développement des programmes, Rédactrice en chef /// Assistants de rédaction : Ross Hudson, Chargé de programmes et Anna Györy, stagiaire
 Traductions vers le français : François Agati /// Imprimeur : SEP, Nîmes, France /// Graphisme : Maro Haas
 N°ISSN : 2076-3654

AIU, Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France
Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05
Nouvelles adresses électroniques : iau@iau-aiu.net – Nouveau Site Internet : www.www.iau-aiu.net/fre

AIU Horizons est également disponible en ligne : www.iau-aiu.net/association/fre/a_newsletter.html



Definitive Resources on Higher Education Worldwide



Higher Education Policy

The scholarly journal of the International Association of Universities (IAU)
Editor: Jeroen Huisman, University of Bath, UK

Higher Education Policy is a peer-reviewed journal of the highest quality providing the most advanced analysis in Higher Education to institutional leadership, scholars, practitioners and administrators at all levels of Higher Education.

2010 Volume 23
4 Issues per volume
Print ISSN: 0952-8733
Online ISSN: 1740-3863
www.palgrave-journals.com/hep/

Recommend *Higher Education Policy* to your library for full online access for all of your colleagues and students.

Visit: www.nature.com/pal/librec/svc/request/makeprodrequest?id=hep



The International Handbook of Universities 2010

21st edition, 3 Volumes
International Association of Universities

The most comprehensive guide to university and university-level education worldwide, providing detailed up-to-date information on over 14,000 higher education institutions in 183 countries. An authoritative and unrivalled reference source on Higher Education worldwide.

August 2009	5088pp	297 x 210mm
Hardback	£380.00	978-0-230-20919-0

Includes single-user access to the *World Higher Education Database Online*
IAU members benefit from a 50% discount to IHU. For more information or to order, please contact orders@palgrave.com or visit www.palgrave.com/reference. Please indicate if you are an IAU member when placing your order.



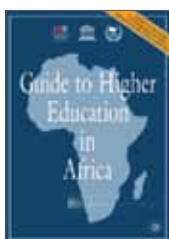
The World Higher Education Database 2010 CD ROM (network and single user)

The world of higher education at your fingertips

The *World Higher Education Database* (WHED) is the most authoritative, comprehensive and up-to-date compendium of information on higher education institutions worldwide. It provides a fully searchable database featuring information on institutions in more than 180 countries.

Members of IAU benefit from a complimentary copy of WHED CD ROM.

The World Higher Education Database is also available online.
Please visit www.whed-online.com or please contact our online sales team for further information: onlinesales@palgrave.com



Also available:

Guide to Higher Education in Africa, 5th edition

The essential source of up-to-date information on over 950 higher education institutions in 51 countries in Africa, as well as information on national education systems.

March 2010		
Paperback	£90.00	978-0-230-24256-2
To order contact orders@palgrave.com		

